

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1720

3 juillet 2014

### SOMMAIRE

Arkantos S.A. SICAV-SIF .....	82541	Le Barron Investments S.A. ....	82520
Axalta Coating Systems Luxembourg Holding 2 S.à r.l. ....	82520	Lepercq Partners .....	82518
Axalta Coating Systems Luxembourg Holding S.à r.l. ....	82518	Leros Investissements Financiers S.A. ....	82519
Bloom Investments S. à r.l. ....	82559	Lumesse Brands S.à r.l. ....	82519
Chaussures Dohn .....	82560	Lumesse Global S.à r.l. ....	82520
EUROPE I Soparfi S.à r.l. ....	82553	LuxCo 82 S.à r.l. ....	82519
Finacor Holding S.A. ....	82514	M3 Architectes S.A. ....	82521
Fondation Hamilius Junior .....	82557	Manor Automotive Group (MAG) S.à r.l. .....	82540
Frankfurt BICC .....	82514	MBSP 2 S.à r.l. ....	82520
GBF Management S.à r.l. ....	82515	Meritan Holdings S.A. ....	82559
GDL Asset Management S.à r.l. ....	82558	MHP S.A. ....	82559
GFMI S.à r.l. ....	82540	MK Gestion et Participation S.A. ....	82517
HPS Invest S.à r.l. ....	82515	Montalbano S.A. ....	82519
Icomi Investissement S.A. SPF .....	82516	Natural Ré S.A. ....	82560
Immo Am Bongert .....	82516	Netcom 2000 Group S.A. ....	82560
Immobilière du Dernier Sol S.à r.l. ....	82517	Novestis S.à r.l. ....	82560
Infracapital F1 S.à r.l. ....	82515	Novestis S.à r.l. ....	82560
Innoreal Investments S.A. ....	82516	Palmeri S.A. ....	82514
Inter-Lux-Trucking S.A. ....	82517	Pan European Value Added Venture S.C.A. .....	82521
International Terry Company S.à r.l. ....	82517	PATRIZIA Projekt Baumkirchen S.à r.l. .....	82514
Kam Credit Investors 3 S.à r.l. ....	82518	Pestana Berlin S.à r.l. ....	82516
KION Finance S.A. ....	82518	Plumeau S.A. ....	82515
Kujtesa Max S.à r.l. ....	82517	Quanlux S.à r.l. ....	82515
Kupari Holding S.à r.l. ....	82518	Radical Euro-Services S.A. ....	82514
Kymco Lux S.A. ....	82519	Retail Holdings S.à r.l. ....	82516
Lali S.A. SPF .....	82520		

**Radical Euro-Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 130.521.

—  
*Extrait de la résolution de l'associé unique en date du 23 avril 2014*

L'associé unique constate la démission de Madame Pascale Troquet de ses fonctions d'administrateur avec effet au 17 avril 2014.

L'associé unique décide de nommer Madame Marie-Hedwige EL KHOURY, né le 17 mars 1974 à Kafarabida, Liban, et demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, aux fonctions de administrateur.

Le mandat de l'administrateur ainsi nommé prendra effet au 17 avril 2014 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2014060336/16.

(140069883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2014.

---

**Frankfurt BICC, Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.  
R.C.S. Luxembourg B 127.692.

—  
Les comptes annuels au 30 Novembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Frankfurt BICC S.A.*

Référence de publication: 2014060693/10.

(140070499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Finacor Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.  
R.C.S. Luxembourg B 33.421.

—  
Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour FINACOR HOLDING S.A.*

Référence de publication: 2014060696/10.

(140070042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Palmeri S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 24.436.

—  
Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060870/9.

(140070502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**PATRIZIA Projekt Baumkirchen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 166.573.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060874/9.

(140070361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**GBF Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 184.780.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68496 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060719/10.

(140070192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**HPS Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.  
R.C.S. Luxembourg B 127.059.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014060743/10.

(140070322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Infracapital F1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 152.869.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014060744/10.

(140070658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Quanlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 30.986,69.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 41.592.

Le bilan consolidé de la société Pestana Luxembourg S.A., maison mère de la société Quanlux S.à r.l., au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014060892/12.

(140070448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Plumeau S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 66.251.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014060886/12.

(140070616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Pestana Berlin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 148.692.

Le bilan consolidé de la société Pestana Luxembourg S.A., maison mère de la société Pestana Berlin S.à r.l., au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société  
Un mandataire*

Référence de publication: 2014060866/12.

(140070447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Retail Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 48.000,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 94.093.

Les comptes annuels de la Société au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société  
Un mandataire*

Référence de publication: 2014060899/12.

(140070603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Icomi Investissement S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 65.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014060747/10.

(140069987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Immo Am Bongert, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7216 Bereldange, 14D, rue Bour.  
R.C.S. Luxembourg B 111.510.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060749/10.

(140070103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Innoreal Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.  
R.C.S. Luxembourg B 81.701.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014060752/10.

(140070314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Immobilière du Dernier Sol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2543 Luxembourg, 34-36, Dernier Sol.  
R.C.S. Luxembourg B 162.530.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
Mandataire

Référence de publication: 2014060751/11.

(140070074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Inter-Lux-Trucking S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 94, Duerfstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 94.615.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060754/10.

(140070123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**International Terry Company S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 19.739.

Le bilan au 30/06/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060761/10.

(140070481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Kujtesa Max S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 133.028.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kujtesa Max S.A.R.L.  
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014060772/11.

(140070493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**MK Gestion et Participation S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-6665 Herborn, 1, Fleischgaass.  
R.C.S. Luxembourg B 100.313.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/04/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2014060830/12.

(140070214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Kam Credit Investors 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 157.043.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060774/10.

(140070220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**KION Finance S.A., Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 159.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 avril 2014.

Référence de publication: 2014060778/10.

(140070067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Lepercq Partners, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 157.987.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 avril 2014.

Référence de publication: 2014060784/11.

(140070535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Kupari Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 160.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014060781/10.

(140070306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Axalta Coating Systems Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 5.000.000,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 171.370.

## EXTRAIT

En date du 18 mars 2014, le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 10A rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2014.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014061031/13.

(140071194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

**Kymco Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4940 Hautcharage, 5, rue Bommel.  
R.C.S. Luxembourg B 134.229.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014060782/10.

(140070046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Leros Investissements Financiers S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 159.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014060786/11.

(140070661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Lumesse Brands S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 155.003.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014060787/10.

(140070435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**LuxCo 82 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 139.223.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014060792/11.

(140070097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Montalbano S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 45.381.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2014060831/12.

(140070131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Lumesse Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.612.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 160.418.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014060788/10.

(140070471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Lali S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 97.640.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014060795/10.

(140070652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Le Barron Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.  
R.C.S. Luxembourg B 59.121.

—  
Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014060796/10.

(140070313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**MBSP 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 127.690.

—  
Suite au dépôt référence L140063468, un dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2012 a été déposé  
au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060821/11.

(140070593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

---

**Axalta Coating Systems Luxembourg Holding 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 6.110.000,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 173.385.

—  
EXTRAIT

En date du 18 mars 2014, le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 7A  
rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 10A rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2014.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014061032/13.

(140071193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

---



**M3 Architectes S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2737 Luxembourg, 15, rue Wurth Paquet.  
R.C.S. Luxembourg B 58.144.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060805/10.

(140070141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**PEVAV, Pan European Value Added Venture S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 186.543.

**STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third of April,  
Before Maître Joseph Elvinger, Civil Law Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

AXA Real Estate Investment Managers UK Ltd, a limited company, governed by laws of England and Wales, having its registered office at 155 Bishopsgate, London EC2M 3XJ, the United Kingdom, and registered with the Companies House under number 01115775; and

Pan European Value Added Venture General Partner S.A., a société anonyme governed by Luxembourg laws, having its registered office at 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg and in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register;

represented by Sara LECOMTE, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of proxy forms given under private seal, which, initialled ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

referred to hereafter as the "Shareholders",

Such appearing parties, acting in their capacity as Shareholders, have requested the notary to draw up the articles of incorporation (the "Articles") of a "société en commandite par actions" (the "Company") as follows:

**Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration****1. Art. 1. Form, corporate name.**

1.1 There is hereby established among the subscribers and all persons who may become owners of the Shares mentioned hereafter, a Luxembourg company under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which shall be governed by the 1915 Law and by the present articles (the "Articles").

1.2 The Company will exist under the corporate name of "PAN EUROPEAN VALUE ADDED VENTURE S.C.A.", abbreviated PEVAV (the "Company").

**2. Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2 The General Partner is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the statutory registered office.

2.3 The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to these Articles.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the General Partner.

**3. Art. 3. Object.**

3.1 The Company's object is to acquire and hold Shares, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of Shares.

3.2 The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to Affiliates. On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Affiliates.

3.4 The Company may in particular enter into the following transactions:

3.4.1 to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.4.2 to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any bonds or any other type of debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.4.3 to enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements under which the Company may provide or receive credit protection to or from the swap counterparty as well to employ hedging techniques to mitigate currency risk;

3.4.4 to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Affiliates, within the limits of any applicable legal provision

3.4.5 to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other lease agreements, contracts for services, selling agreements, Share and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object; and

3.4.6 to make the acquisition of the business and the properties of real estate and alternative real estate assets and enter into financial leases agreements through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or directly (but then outside Luxembourg and on a temporary basis only).

It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5 In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

**4. Art. 4. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

## Chapter II. - Capital, Shares

### 5. Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed capital is fixed at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-), represented by:

- twenty-five thousand (25,000) class A unlimited Share of unlimited shareholder ("actions de commandité", herein defined as "Class A Unlimited Shares");

- six thousand (6,000) class B shares of limited shareholder ("actions de commanditaire", herein defined as "Class B Shares");

- class C shares as may be issued in the future (the "Class C Shares", together, with the Class A Unlimited Shares and the Class B Shares, referred to as the "Shares"), with a par value of one euro (EUR 1.-) each

The holders of the Class A Unlimited Shares are hereafter referred to as the "Class A Unlimited Shareholders". The holders of the Class B Shares are hereafter referred to as the "Class B Shareholders". The holders of the Class C Shares are hereafter referred to as the "Class C Shareholders". The holders of the Shares are hereafter referred to as the "Shareholders".

5.2 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the Shareholders adopted in the manner legally required for amending these Articles or by the General Partner within the limits of the authorised capital.

5.3 In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the General Partner, subject to the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

5.4 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the General Partner subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.5 The Company can repurchase its own Shares within the limits set by the 1915 Law.

## **6. Art. 6. Authorised capital.**

6.1 The Company has an authorised capital (including its issued capital) of a maximum amount of one billion euro (Euro 1,000,000,000.-) to be used in order to issue new Shares.

6.2 The sole purpose of the above authorised capital is to allow the issue of new Shares in exchange of contribution in cash or in kind made in execution of capital calls made by the General Partner in compliance with the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

6.3 Until 23 April 2019 at the latest, and in compliance with provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders, the General Partner is authorised to increase, from time to time, the capital, within the limits of the authorised capital, by the issue of new Shares to the Shareholders or to any other person as approved by the Shareholders in compliance with any applicable provision of the 1915 Law, these Articles or any agreement possibly entered into from time to time by the Shareholders. The General Partner is specially authorised to issue the new Shares without reserving for the existing Shareholders the preferential right to subscribe for new Shares.

6.4 These new Shares may be subscribed in accordance with the terms and conditions determined by the General Partner within the strict limits stated in any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

6.5 In particular, the General Partner may decide to issue the new Shares subject to the constitution of a share premium, the amount and the allocation of which will be freely decided by the General Partner in accordance with the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

6.6 The General Partner may also determine the date of the issue and the number of new Shares having to be eventually subscribed and issued.

6.7 The rights attached to the new Shares will be strictly similar to the rights attached to the existing respective class of Shares.

6.8 The General Partner may delegate to any duly authorised person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for new Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

6.9 The General Partner shall designate the person to whom a power of attorney is granted to have the increase of capital, the issue of new Shares and the subsequent amendment of these Articles enacted by a notary by virtue of a notarial deed on the basis of all the necessary documents evidencing the decision of the General Partner, the above power of attorney, the subscription and the paying up of the new Shares.

## **7. Art. 7. Form of shares.**

7.1 The Shares shall be in registered form.

7.2 All the Shares shall be registered in a Shareholders' register to be maintained by the Company at its registered office. The register will contain the name of each Shareholder, its effective or elected domicile, the number of Shares owned and the paid up amount of each Share.

7.3 The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

7.4 If a registered Shareholder does not provide any address where the notices and information issued by the Company can be sent, this should be mentioned in the Shareholders' register and the address of the Shareholder shall be supposed to be the registered office of the Company or another address which shall be registered until such holder provides another address to the Company.

7.5 Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

## **8. Art. 8. Transfer of shares.**

8.1 In case of transfer to a new Shareholder, the transfer shall be completed in accordance with this article 8 and any agreement entered into from time to time among the Shareholders. Any transfer of Shares shall be notified to the Company in compliance with the 1915 Law.

### **8.2 Transferability**

8.2.1 Any sale, assignment, transfer (including donation), exchange, contribution, pledge, mortgage, capital gains sharing agreement (convention de croupier), other disposition or encumbrance, or winding-up of a company followed by the transfer of its assets and liabilities to its sole shareholder (transmission universelle de patrimoine) in any form whatsoever, by a Shareholder (including, for the avoidance of doubt Unrestricted Transfers (a "Transfer") of any Shares shall be made in accordance with the provisions of the 1915 Law and any agreement entered into from time to time among the Shareholders and is subject in particular, to the restrictions provided for in these Articles.

8.2.2 Transfers of Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, but not limited to, Transfers to an Affiliate) will not be valid:

(a) if the transferee is not a Professional Investor; or

(b) if such Transfer results in a violation of a provision of any agreement entered into from time to time among the Shareholders, these Articles or of applicable laws or any other regulation, including Luxembourg Laws on securities and Federal or State laws of the United States of America relative to the mandatory registration of public securities offerings; or

(c) if as a result of such Transfer, the Company or the General Partner would be required to register as an "Investment Company" under the United States of America Investment Company Act of 1940, as amended; or

(d) if, as a result of such Transfer, the assets of the Company are considered as "Plan Assets" with respect to ERISA;

(e) if such Transfer would cause the Company to be classified as an association taxable as a corporation for United States of America Federal income tax purposes or would cause the Company to be treated as a "publicly traded partnership" for United States of America Federal income tax purposes.

8.2.3 Any Shares Transfer made in breach of the provisions of this article 8 (including, but not limited to, Transfers to an Affiliate) shall be null and void and of no force or effect against the Company and the Shareholders. Transfers which are null and void and of no force or effect shall not be recorded in the register and, until remedied, all the rights and obligations attached to the relevant Shares will be exercised and enforced by the transferor holding such Shares, without prejudice to any liability such transferor may incur with respect to the Company or to the other Shareholders.

8.2.4 The Company may restrict or object (including, but not limited to, Transfers to an Affiliate) to the ownership of Shares in the Company by any Person (excluding the General Partner and other Persons who are involved in the management of the Company) that does not meet the requirements of a Professional Investor. For this purpose the Company may:

(a) refuse to issue Shares and to register the Transfer of Shares if it appears that such issuance or Transfer would or could have the effect of allotting ownership of the Shares to any Person not meeting the requirements of a Professional Investor; and

(b) proceed with the compulsory redemption of all or some of all or a portion of Shares if it appears that a Person does not meet the requirements of a Professional Investor.

### 8.3 Transfer of Shares

8.3.1 Notification Letter In the event of a proposed Transfer of Shares (a "Proposed Transfer"), the transferor shall make a declaration thereof to the General Partner by registered letter with return receipt requested (the "Notification Letter"), (i) indicating the full name, mailing address and tax domicile of the transferor and of the transferee, the identification number and the number of Shares which the transferor plans to transfer (the "Proposed Shares"), and the price offered for the Proposed Shares, and (ii) including a representation and warranty given by the transferee that such transferee is a Professional Investor.

#### 8.3.2 Unrestricted Transfers to Affiliates

(a) Provided that, in accordance with article 8.3.1, a Shareholder provides a Notification Letter to the General Partner no later than fifteen (15) Business Days prior to the date contemplated for the completion of the Proposed Transfer, any Transfer of Interests by a Shareholder to an Affiliate of such Investor shall not be subject to the General Partner's approval (an "Unrestricted Transfer").

(b) The General Partner shall nevertheless have the right to prohibit any Transfer which might create an adverse effect on the Company, the General Partner or any of the Shareholders, including but not limited to regulatory and/or tax consequences.

(c) An Unrestricted Transfer shall be valid upon agreement on the Transfer between the transferring transferor and the transferee meeting the requirements under any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

(d) If there have been two or more successive Transfers of the same Shares to Affiliates or to Affiliated Entities, any Transfer subsequent to the first Transfer will be unrestricted only if the proposed transferee is an Affiliate of the transferor in the first Transfer.

(e) With respect to any Transfer to an Affiliate,

(i) if, at any time whatsoever, the relevant transferee ceases to be an Affiliate of the transferor, then such transferee shall, if the General Partner so requests, transfer all the Shares which had been transferred to it back to the transferor as soon as possible;

(ii) any change of beneficial owner or change of control, as defined pursuant to Luxembourg applicable regulations, with respect to the transferee within a two (2) year period as from the previous Transfer to an Affiliate, shall be subject to the prior consent of the General Partner described in article 8.4 below.

(f) Before the transferee ceases to be an Affiliate of the transferor, it shall inform the General Partner, as soon as possible, of its contemplated change of status.

(g) The transferor Shareholder remains jointly and severally liable with the transferee Affiliate for any and all at such time remaining obligations relating to its position as a Shareholder for or holder of Shares (including, without limitation, the obligation to pay up any remaining Shareholder Commitments) of the transferor Shareholder;

(h) The transferor Shareholder irrevocably and unconditionally guarantees towards the Company and the General Partner, the due and timely performance by the transferee Affiliate of any and all obligations relating to its position as a Shareholder for or holder of the Shares (including, without limitation, the obligation to pay up any remaining Shareholder Commitments) of the transferee Affiliate under any agreement entered into from time to time among the Shareholders (whether assumed from the transferor Shareholder, or incurred by the transferee Affiliate), and shall hold such parties harmless in that respect, to the extent permitted by Luxembourg Law.

### 8.3.3 VAG Unrestricted Transfer

(a) Subject to Article 8.2 and notwithstanding Article 8, provided that, in accordance with Article 8.3.1 a Specified German Investor provides a Notification Letter to the General Partner no later than fifteen (15) Business Days prior to the date contemplated for the completion of the Proposed Transfer, any Transfer of Interests by such Specified German Investor and fulfilling the Transfer Minimum Requirements shall not be subject to the General Partner's approval (a "VAG Unrestricted Transfer").

(b) A VAG Unrestricted Transfer shall be valid upon (i) the transferring transferor and the transferee meeting the requirements under any agreement entered into from time to time among the Shareholders and (ii) the appointed trustee for their restricted assets (or its representative) has granted the prior written approval according to Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz - "VAG"). The General Partner shall instruct the registrar to enter this approval requirement (Treuhändersperrvermerk) in the shareholder's register in respect of each Specified German Investor.

### 8.4 Transfers to third parties

8.4.1 Prior approval of the Shares Transfer - In order to maintain the consistency of the Company's Shareholders, it is agreed to that Transfers of any Shares, for any reason whatsoever, are subject to the prior written approval of the General Partner which will inter alia, assess the transferee's reputation and creditworthiness at its reasonable discretion.

8.4.2 Exceptions - The Shares may be the subject of a Transfer, without having to be first approved by the General Partner in case of an Unrestricted Transfer.

8.4.3 General Partner - The General Partner will have twenty (20) Business Days as from the reception of the Notification Letter to decide whether it does or does not approve and to notify such decision to the transferor. If the General Partner does not notify its refusal within the twenty (20) Business Day period aforementioned, it shall be deemed to have refused the contemplated Transfer. The General Partner has full discretion in making this decision, is not subject to any restrictions and is not required to make the reasons for its decision known.

8.4.4 Completion of an approved Transfer - Where approval is given, the completion of the Transfer of Shares shall take place according to the notified conditions within fifteen (15) Business Days following the notification of such approval or the expiration of the period of twenty (20) Business Days provided in the above paragraph. Should the transferor fail to complete the Transfer within the required time frame, it shall then again, prior to any Shares Transfer, comply with the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders and these Articles with respect to the Proposed Transfer. Should it happen that the transferor is unable to complete, within the required time frame, the Transfer planned and approved under the conditions provided for above, neither the Company nor any of the Shareholders shall be bound to redeem the relevant Shares nor shall they have to indemnify the transferor in any manner whatsoever, and the General Partner shall not be required to approve any other Proposed Transfer notified by the transferor subsequently.

8.5 Furthermore, no sale, transfer or assignment of Shares shall become effective if the General Partner considers in its reasonable discretion that that the completion of all applicable anti money-laundering verifications to be undertaken are not satisfactory to the General Partner and unless and until the relevant transferee or assignee agrees in writing to be bound by the terms of any agreement entered into from time to time among the Shareholders, by executing a deed of adherence.

8.6 Articles 8.2 to 8.5 do not apply to any transfer of Shares held by the Company following redemption of its own Shares.

### 8.7 No right to redeem

None of the Shareholders shall be entitled or shall take any action to cause the Company to redeem any of its Shares.

### 8.8 Agreement to sell Shares

In the event that the General Partner deems it to be in the best interest of all the Shareholders to sell or exchange their Class A Unlimited Shares, Class B Shares and Class C Shares, the General Partner may recommend to the Shareholders that they sell or exchange their Class A Unlimited Shares, Class B Shares and Class C Shares subject to obtaining the prior approval of the Investors Advisory Committee. If the Investors Advisory Committee agrees to sell or exchange all of the Class B Shares or to merge the Company with another entity, each of the Shareholders agrees to sell or transfer its Class B Shares.

## Chapter III. - Management

### 9. Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by Pan European Value Added Venture General Partner S.A., a public limited liability company (société anonyme) organized and existing under the Luxembourg Law (herein referred to as the "General Partner"), in its capacity of sole Class A Unlimited Shareholder of the Company.

9.2 The General Partner may be removed in the event of a Cause, in accordance with, and with the consequences provided by, the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders by means of a resolution of Shareholders taken in a Shareholders' meeting and representing at least two thirds of the Class A Unlimited Shares, Class B Shares and Class C Shares of the Company casted in such Shareholders' meeting.

9.3 After a period determined in accordance with, and with the consequences provided by, the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders, the General Partner may be removed without Cause by means of a resolution of Shareholders taken in a Shareholders' meeting and representing at least three quarters of the Class A Unlimited Shares, Class B Shares and Class C Shares of the Company casted in such Shareholders' meeting.

9.4 The General Partner shall be obliged, upon its removal, to transfer all its Class A Unlimited Shares held by the General Partner to the new general partner (or a nominated Affiliate of it) of the Company in consideration of an indemnity and of a price determined as agreed in any agreement entered into from time to time among the Shareholders. The General Partner to be removed shall have no veto right in his capacity as unlimited partner of the Company on any resolution relating to its removal.

9.5 The Class B Shareholders and the Class C Shareholder shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

#### **10. Art. 10. Powers of the general partner.**

10.1 The General Partner is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on the Company's behalf.

10.2 The General Partner may in particular enter into administration and management agreements with the Company and appoint an independent chartered accountant to audit the Company if so appropriate.

10.3 All powers not expressly reserved by Luxembourg Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

#### **11. Art. 11. Representation of the company.**

11.1 The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by its legal representatives or any delegate appointed in compliance with the articles of incorporation of the General Partner. No Limited Shareholder shall represent the Company.

#### **12. Art. 12. Delegation of powers.**

12.1 The General Partner may, at any time, appoint agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability.

The appointed agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

12.2 The General Partner will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### **13. Art. 13. Liability of the shareholders.**

13.1 The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses which cannot be recovered from the Company's assets.

13.2 The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and, unless otherwise provided by the Luxembourg Law, shall only be liable for payment to the Company of the nominal value paid for each Class A Unlimited Share and/or Class B Share and/or Class C Share they hold in the Company.

#### **14. Art. 14. Dissolution, incapacity of the general partner.**

14.1 The Company shall not be dissolved in case of dissolution or legal incapacity of the General Partner or where for any other reason it is impossible for the General Partner to act.

14.2 In that event the Auditors shall designate one or more administrators, who need not be Shareholders, until such time as the general meeting of Shareholders shall convene.

14.3 Within fifteen (15) days of their appointment, the administrators shall convene the general meeting of Shareholders in the way provided for by Article 16.

14.4 The administrators' duties consist of performing urgent acts and acts of ordinary administration until such time as the general meeting of Shareholders shall appoint one or more new General Partners.

14.5 The administrators are responsible only for the execution of their mandate.

### **Chapter IV. - Supervision**

#### **15. Art. 15. Auditors.**

15.1 The business of the Company and its financial situation, including more particularly its books and accounts, shall be supervised by certified auditors (réviseur d'entreprises agréé) (the "Auditors").

### **Chapter V. - General meeting of shareholders**

#### **16. Art.16. Powers of the general meeting of shareholders.**

16.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company.



16.2 The meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters, which are not reserved to the General Partner by these Articles or by the Luxembourg Law.

**17. Art. 17. Annual general meeting.** The annual general meeting of the Shareholders will be held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the first Wednesday of June. If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following Business Day.

**18. Art. 18. Other general meeting.**

18.1 The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders.

18.2 Such meetings must be convened if Shareholders representing one tenth of the Company's capital so require. Without prejudice to the Shareholders' right to convene general meetings of the Shareholders, the insertion on the agenda of the meeting of the removal of the General Partner shall only be permitted in compliance with the procedures that may be set in any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

**19. Art. 19. Convening notice.**

19.1 The general meeting of Shareholders is convened by the General Partner by way of a written notice setting for the agenda of the meeting and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to the address of the Shareholders, as indicated in the register of Shares.

19.2 If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

**20. Art. 20. Presence, representation.**

20.1 All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

20.2 A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, e-mail as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

**21. Art. 21. Vote.**

21.1 Each Share entitles the holder thereof to one vote.

21.2 Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of the Shareholders resolves by a simple majority vote to adopt another voting procedure.

21.3 Unless otherwise provided by Luxembourg Law or by these Articles, all resolutions of the annual or ordinary general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes, regardless of the proportion of the capital represented.

21.4 In addition, no decision shall be validly taken without the prior written approval of the General Partner, subject to any contrary provisions contained in these Articles or any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

**22. Art. 22. Extraordinary general meeting.**

22.1 An extraordinary general meeting of the Shareholders convened to amend any provisions of these Articles shall not validly deliberate unless (a) at least one half of the Shares are represented and (b) the agenda indicates the proposed amendments to these Articles and, where applicable, the text of those which concern the objects or the form of the Company.

22.2 If the first of the conditions in article 22.1 is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by these Articles or by the 1915 Law. That convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Shares represented.

22.3 At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attached to Shares for which the Shareholder has not taken part in the vote, has abstained or has returned a blank or invalid vote.

22.4 However, resolutions to change the nationality of the Company or to increase the commitments of the Shareholders may only be adopted by the unanimous decision of the Shareholders.

**23. Art. 23. Minutes.**

23.1 The minutes of the general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

23.2 Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

## Chapter VI. - Business year, Distribution of profits

**24. Art. 24. Financial year.**

24.1 The Company's financial year begins on the first day of January and closes on the last day of December.

24.2 The General Partner draws up the balance sheet and the profit and loss account. The General Partner submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of Shareholders to the Auditors who shall make a report containing comments on such documents.

**25. Art. 25. Adoption of financial statements.**

25.1 As soon as reasonably feasible after the end of the financial year, the General Partner shall provide the Shareholders with a copy of the audited financial statements drawn up in accordance with the 1915 Law in respect of the preceding financial year.

25.2 Those financial statements shall be submitted for adoption to the next coming annual general meeting of the Shareholders. The general meeting of the Shareholders shall consider and, if thought fit, adopt the financial statements.

**26. Art. 26. Distribution of profits.**

26.1 The unconsolidated audited profits, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profits of the Company in respect of that period.

26.2 From the annual net profits of the Company thus determined, five per cent (5%) shall be compulsorily allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time.

26.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by 1915 Law, and by these Articles, the General Partner shall propose that cash available for remittance be distributed in accordance with the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

26.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the general meeting of the Shareholders upon recommendation of the General Partner and in accordance with the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

26.5 The General Partner may resolve to pay interim dividends subject to the conditions set forth by the 1915 Law.

**Chapter VII. - Dissolution, Liquidation**

**27. Art. 27. Causes of dissolution.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy, dissolution or winding-up of any of the Shareholders.

**28. Art. 28. Liquidation.**

28.1 At the proposal of the General Partner, the Company may be dissolved by a decision of the Shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided by the 1915 Law.

28.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation.

28.3 After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed in accordance with article 26 of these Articles to the Shareholders pro rata to the number of the Shares held by them.

**Chapter VIII. - Applicable law, Definitions**

**29. Art. 29. Applicable law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Luxembourg Law.

**30. Art. 30. Definitions.**

"1915 Law" means the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time.

"Affiliate" means in relation to the Person concerned:

- Any entity Controlled, directly or indirectly, by such Person;
- Any entity that Controls, directly or indirectly, such Person;
- Any entity directly or indirectly under common Control with such Person;
- any pooled investment, including but not limited to a fund for joint account, which is managed and/or advised by such Person, by such Person's main investment adviser or by the same entity or entities as such Person, including any participants in such pooled investment; and
- If such Person is a custodian/depositary or trustee holding shares or other relevant property for the benefit of a beneficiary, such beneficiary, any Person that is Controlled, directly or indirectly, by such beneficiary, any Person that Controls, directly or indirectly, such beneficiary, any person directly or indirectly under common Control with such beneficiary, any trustee of a trust in which all or substantially all of the beneficial interests are held directly or indirectly by such beneficiary or any of the foregoing, and any additional or replacement custodian for such beneficiary or any of the foregoing.

"AIFMD" means the Alternative Investment Fund Managers Directive (Directive 2011/61/EU) which entered into force on 22 July 2013 in the European Union, as well as, when the context requires, its implementation laws and regulations.

"Articles" has the meaning set out in Article 1.



"Auditors" has the meaning set out in Article 15.1.

"AXA Group" means AXA S.A. and its Affiliates.

"Business Day" means any full day other than a Saturday, Sunday or a day on which commercial banks located in the Grand Duchy of Luxembourg, France and the United Kingdom are required or authorised to close.

"Cause" means the occurrence of the following events: (i) a material unremedied breach by the General Partner of its obligations under these Articles and any agreement entered into from time to time among the Shareholders having a material adverse effect on the Company, if such breach is not cured within thirty (30) Days; or (ii) fraud, wilful misconduct, bad faith, gross negligence of the General Partner or reckless disregard for its duties, in each case (i) and (ii) shall be determined by the final, non-appealable judgment of a competent Luxembourg court.

"Class A Unlimited Shareholders" has the meaning set out in Article 5.1.

"Class A Unlimited Shares" has the meaning set out in Article 5.1.

"Class B Shareholders" has the meaning set out in Article 5.1.

"Class B Shares" has the meaning set out in Article 5.1.

"Class C Shareholders" has the meaning set out in Article 5.1.

"Class C Shares" has the meaning set out in Article 5.1.

"Control" unless otherwise defined herein, means the ability to exercise control over an entity whether by ownership of the majority of voting rights or a by dominant influence whether by way of contract or de facto practice and regardless of whether or not the party exercising control over said entity holds any direct ownership of the share capital of said entity; the terms "Controlled" and "Controlling" shall be construed accordingly.

"Day" means any calendar day (including Saturdays, Sundays and bank holidays).

"ERISA" means the Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended.

"GAFI" means the Financial Action Task Force on Money Laundering.

"General Partner" has the meaning set out in Article 9.1.

"Investors Advisory Committee" means the investors advisory committee which may from time to time be established in the Company pursuant to the terms of any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

"Limited Shareholders" means the holders of Class B Shares and/or Class C Shares.

"Luxembourg Law" means the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

"Notification Letter" has the meaning set out in Article 8.3.1.

"Person" means any individual or entity, including any body corporate, partnership, limited partnership, limited liability partnership, association, limited company, open-ended investment company, joint-stock company, trust, unit trust, unincorporated association, government or governmental agency or authority.

"Professional Investor" means a professional investor within the meaning of AIFMD.

"Proposed Shares" has the meaning set out in Article 8.3.1.

"Proposed Transfer" has the meaning set out in Article 8.3.1.

"Qualified Transferee" means, in substance, a Person who is of good reputation and satisfying integrity and creditworthiness, which is not engaged in activities which are not in keeping with the stated ethical standards or requirements of the AXA Group and which has the necessary knowledge, experience and means to understand the risks inherent to transactions based on shares, loans and other financial instruments. A Person shall be deemed to be a Qualified Transferee if it or the entity controlling, directly or indirectly more than fifty per cent (50%) of its share capital is an institutional investor (including, without limitation, banks, insurance companies, pension funds and public bodies). A Person shall be deemed not to be a Qualified Transferee if such Person or the entity controlling more than fifty per cent (50%) of its share capital is a national of a non-cooperative country or territory (NCCTs) listed by the GAFI, as such list is amended from time to time

"Shareholder Commitments" means the aggregate commitment of the Class A Unlimited Shareholders, the Class B Shareholders, the Class C Shareholders and the Class A Unlimited Shareholders to acquire and/or subscribe Class A Unlimited Shares or Class B Shares or Class C Shares according to any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

"Shareholders" has the meaning set out in Article 5.1.

"Shares" has the meaning set out in Article 5.1.

"Specified German Investor" means a German Shareholder who is subject to the provisions of the German Insurance Supervisory Insurance Act (Versicherungsaufsichtsgesetz - "VAG") and allocates the investments to its restricted assets directly or indirectly through a special purpose vehicle (gebundenes Vermögen) and who has notified the General Partner of such quality.

"Transfer" has the meaning set out in Article 8.2.

"Transfer Minimum Requirements" designate the following requirements to be cumulatively fulfilled in the frame of a proposed Transfer of Shares:

a. The proposed transferee is an insurance company, credit institution, or financial services institution located in (i) the European Economic Area and (ii) not listed by the GAFI;

b. The proposed transferee is a Qualified Transferee;

c. The Proposed Transfer will not cause the Company to be terminated, not result in a deterioration of the credit standing of the Company, not bring the Company, the General Partner or any of the Shareholders into disrepute and not result in the proposed transferee being unable to meet its obligations hereunder in respect of Investor Commitments; and

d. The Proposed Transfer shall not create adverse regulatory and/or tax consequences to the Company, the General Partner or any of the Shareholders.

"Unrestricted Transfer" has the meaning set out in Article 8.3.2(a).

"VAG Unrestricted Transfer" has the meaning set out in Article 8.3.3.

*Subscription and payment.*

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed for the shares as follows:

AXA Real Estate Investment Manager UK Ltd . . . . .	6,000 class B shares
Pan European Value Added Venture General Partner S.A. . . . .	25,000 class A unlimited shares
Total: . . . . .	31,000 shares

All these shares have been fully paid up, so that the sum of thirty-one Euros (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as it has been proved to the notary.

*Statement.*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

*Estimate of costs.*

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about one thousand three hundred Euros (EUR 1,300.-).

*First extraordinary general meeting of the shareholders*

The above-named parties, representing the entire subscribed capital and acting as Shareholders of the Company pursuant to Article 16 of the Articles, have immediately taken the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;
2. The following has been appointed as statutory auditor until the Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2019: PricewaterhouseCoopers, a Luxembourg société coopérative, having its registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B.65477.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After reading the present deed to the proxyholders of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholders have signed with the notary, the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour d'avril,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

**ONT COMPARU:**

AXA Real Estate Investment Managers UK Ltd, une limited company, régie par le droit d'Angleterre et du pays de Galles, ayant son siège social au 155 Bishopsgate, Londres, EC2M 3XJ, Royaume-Uni et immatriculée auprès de Companies House sous le numéro 01115775; et

Pan European Value Added Venture General Partner S.A., une société anonyme régie par les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg;

représentées par Sara LECOMTE, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu de procurations signées sous seing privé, lesquelles, paraphées ne varietur par les mandataires et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui

désignées ci-après comme les "Actionnaires",

lesquelles comparantes, agissant en leur qualité d'Actionnaires, ont requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les "Statuts") d'une société en commandite par actions (la "Société ") comme suit:

## **Chapitre I<sup>er</sup> . - Forme sociale, Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

### **1. Art. 1<sup>er</sup> . Forme sociale, Dénomination.**

1.1 Il est formé, entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendraient par la suite détenteurs des Actions mentionnées ci-après, une société luxembourgeoise sous la forme d'une société en commandite par actions régie par la Loi de 1915 et par les présents statuts (les "Statuts").

1.2 La Société aura pour dénomination "PAN EUROPEAN VALUE ADDED VENTURE S.C.A.", abrégée PEVAV (la "Société").

### **2. Art. 2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Le Gérant Commandité est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.3 Le Siège Social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de ses Actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera luxembourgeoise. La décision de transfert du siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Commandité.

### **3. Art. 3. Objet.**

3.1 La Société a pour objet l'acquisition et la détention d'Actions, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, dans toutes autres entités luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelque forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

3.2 La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, aux Affiliés. A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également apporter à ses Affiliés toute assistance administrative ou commerciale.

3.4 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

3.4.1 conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dette ou titres de dette, convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.4.2 avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir des obligations ou tout autre type d'instrument de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, selon les conditions pouvant être considérées comme appropriées;

3.4.3 conclure toute forme de contrats de crédit dérivés tels que, mais sans que cela ne soit limitatif, des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira ou bénéficiera d'une protection à ou de la contrepartie ainsi qu'utiliser des techniques de couverture pour atténuer le risque de change;

3.4.4 accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par un engagement personnel ou par une hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs, actifs immobiliers (actuels ou futurs), ou par l'une ou l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tout contrat ou obligation de la Société ou de tout Affilié, dans les limites autorisées par toute disposition légale applicable.

3.4.5 conclure des contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative, des contrats d'association, des contrats de souscription, des contrats commerciaux, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de bail, des contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange d'Action et/ou de devises, et autres contrats financiers dérivés en relation avec son objet; et

3.4.6 d'acquérir les fonds de commerce et propriétés immobilières et actifs immobiliers alternatifs et de conclure des contrats de baux financiers par la prise de participations directes ou indirectes dans des filiales de la Société ou directement (dans ce cas, uniquement à l'extérieur du Grand-duché de Luxembourg et sur base temporaire).

Il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5 Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toute opération légale, commerciale, technique ou financière et, en général, toute opération nécessaire ou utile à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte

avec tous les secteurs décrits ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans tous les domaines énoncés ci-avant.

**4. Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## Chapitre II. - Capital social, Actions

### 5. Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) représenté par:

- vingt-cinq mille (25,000) actions de commandité de catégorie A d'Actionnaire Commandité (ci-après les "Actions de Commandité de Catégorie A");

- six mille (6,000) actions de commanditaire de catégorie B (ci-après les "Actions de Catégorie B"), ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune.

- des actions de catégorie C qui pourront être émises dans le futur (les "Actions de Catégorie C"), ensemble, avec les Actions de Commandité de Catégorie A et les Actions de Catégorie B, désignées comme les "Actions")

Les détenteurs d'Actions de Commandité de Catégorie A sont désignés ci-après comme les "Actionnaires Commandités de Catégorie A". Les détenteurs d'Actions de Catégorie B sont désignés ci-après comme les "Actionnaires de Catégorie B". Les détenteurs d'Actions de Catégorie C sont désignés ci-après comme les "Actionnaires de Catégorie C". Les détenteurs d'Actions sont ci-après désignés comme les "Actionnaires".

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolutions des Actionnaires adoptées de la manière requise légalement pour modifier les Statuts ou par le Gérant Commandité dans les limites du capital autorisé.

5.3 Complémentaire au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée sur toute action sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera à la libre disposition du Gérant Commandité, sous réserve des dispositions de tout contrat pouvant être conclue à tout moment entre les Actionnaires.

5.4 La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou autres apports sans émettre des Actions ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports d'un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le Gérant Commandité sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.5 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites fixées par la Loi de 1915.

### 6. Art. 6. Capital autorisé.

6.1 La Société a un capital autorisé (en ce compris le capital émis) d'un montant maximal d'un milliard d'euros (1.000.000.000,-EUR) à être utilisé de manière à émettre de nouvelles Actions.

6.2 Le capital autorisé a pour seul objectif de permettre la création de nouvelles Actions à émettre en contrepartie d'apports en numéraire ou en nature effectués en exécution des appels de fonds auxquels le Gérant Commandité aura procédé conformément aux dispositions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

6.3 Jusqu'au 23 avril 2019 au plus tard, et conformément aux dispositions de tout contrat conclu à tout moment entre les Actionnaires, le Gérant Commandité pourra augmenter à tout moment le capital social dans les limites du capital autorisé par émission de nouvelles Actions aux Actionnaires ou toutes autres personnes agréées par les Actionnaires conformément aux dispositions de la Loi de 1915, de ces Statuts ou de tout contrat pouvant être conclu à tout moment par les Actionnaires. Le Gérant Commandité est en particulier autorisé à émettre de nouvelles Actions sans réserver aux Actionnaires existants le droit préférentiel de souscrire aux nouvelles Actions.

6.4 Ces nouvelles Actions pourront être souscrites, aux termes et conditions déterminés par le Gérant Commandité, dans les limites strictes énoncées dans tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

6.5 Le Gérant Commandité peut en particulier décider d'émettre les nouvelles Actions sous réserve de la constitution d'une prime d'émission. Le montant et l'affectation de cette prime d'émission seront déterminés à la discrétion du Gérant Commandité conformément aux dispositions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

6.6 Le Gérant Commandité déterminera également la date d'émission et le nombre de nouvelles Actions devant être, le cas échéant, souscrites et émises.

6.7 Les droits attachés aux nouvelles Actions seront identiques à ceux attachés aux Actions de même catégorie déjà émises.

6.8 Le Gérant Commandité pourra déléguer à toute personne dûment autorisée la charge d'accepter des souscriptions et de recevoir des paiements pour les nouvelles Actions représentant tout ou partie des montants augmentés du capital social.

6.9 Le Gérant Commandité désignera la personne à qui sera délégué le pouvoir de comparaître devant notaire aux fins de constater l'émission des nouvelles Actions, l'augmentation du capital et la modification des présents Statuts qui en résulte, sur présentation des documents nécessaires pour justifier de la décision du Gérant Commandité, en ce comprise la délégation de pouvoir ainsi que les souscriptions et libérations des nouvelles Actions.

## **7. Art. 7. Forme des actions.**

7.1 Les Actions seront émises sous forme nominative.

7.2 Toutes les Actions seront enregistrées dans un registre des Actionnaires qui sera tenu par la Société à son siège social. Ce registre contiendra le nom de chaque Actionnaire, son domicile réel ou élu, le nombre des Actions détenues ainsi que le montant libéré sur chacune de ces Actions.

7.3 La Société considérera la personne au nom de laquelle les Actions sont enregistrées comme le détenteur des Actions.

7.4 Au cas où un détenteur d'Actions nominatives ne fournirait pas d'adresse à laquelle tous les avis et informations émanant de la Société pourront être envoyés, il pourra en être fait mention dans le registre des Actionnaires et l'adresse de ce détenteur d'Actions sera réputée être le siège social de la Société ou à toute autre adresse qui pourra être portée au registre jusqu'à ce que ce détenteur fournisse une autre adresse à la Société.

7.5 Envers la Société, les Actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul détenteur par Action est admis. Les codétenteurs indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

## **8. Art. 8. Cession des actions.**

8.1 En cas de cession à un nouvel Actionnaire, la cession devra être réalisée conformément à cet article 8 ainsi qu'à tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires. Toute cession d'Actions devra être notifiée à la Société conformément à la Loi de 1915.

### **8.2 Cessibilité**

8.2.1 Tout(e) vente, cession, transfert (y compris donation), échange, apport, gage, hypothèque, convention de croupier, autre disposition ou charge, ou dissolution de la Société suivie par la transmission universelle de patrimoine, sous quelque forme que ce soit, par un Actionnaire (en ce compris, pour éviter tout doute, les Cessions Libres (une "Cession") de toute Action) doit être fait(e) conformément aux dispositions de la Loi de 1915 et de tout contrat pouvant être conclu, à tout moment, entre les Actionnaires et est plus particulièrement soumis(e) aux restrictions des présents Statuts.

8.2.2 Les Cessions d'Actions, qu'elles soient directes ou indirectes, volontaires ou involontaires (y compris, mais pas seulement, les Cessions à une Filiale) ne seront pas valables:

(a) si le cessionnaire n'est pas un Investisseur Professionnel; ou

(b) si une telle Cession entraîne une violation d'une disposition d'un contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires, des présents Statuts ou des lois en vigueur ou de toute autre réglementation, y compris les lois Luxembourgeoises sur les titres ainsi que les lois fédérales ou lois d'état des Etats-Unis d'Amérique relatives à l'inscription obligatoire d'offres publiques de valeurs mobilières; ou

(c) si, à la suite d'une telle Cession, la Société ou le Gérant Commandité est tenu de s'inscrire en tant que "Société de Placement" en vertu de la loi sur les Sociétés d'Investissement (United States of America Investment Company Act of 1940), telle que modifiée; ou

(d) si, à la suite de cette Cession, les actifs de la Société sont considérés comme "Actifs du Régime" relatifs à ERISA;

(e) si cette Cession pourrait amener à classer la Société en association imposable comme une société (corporation) pour les besoins de l'impôt sur le revenu aux Etats-Unis d'Amérique Fédérale ou si elle pourrait amener la Société à être traitée fiscalement comme un "publicly traded partnership" (partenariat coté) aux Etats-Unis d'Amérique Fédérale.

8.2.3 Toute Cession d'Actions faite en violation des dispositions du présent article 8 (y compris, mais pas seulement, les Cessions à un Affilié) sera nulle et non avenue et sans effet envers la Société et les Actionnaires. Les Cessions qui sont nulles et non avenues et sans effet ne seront pas inscrites dans le registre et, jusqu'à ce qu'il soit fait recours, tous les droits et obligations attachés aux Actions concernées seront exercés et appliqués par le cédant détenant ces Actions, sans préjudice des responsabilités que le cédant peut encourir envers la Société ou envers les autres Actionnaires.

8.2.4 La Société peut restreindre ou s'opposer à (y compris, mais pas seulement, les Cessions à un Affilié) la propriété d'Actions dans la Société par toute Personne qui ne répond pas aux exigences d'un Investisseur Professionnel (à l'exception du Gérant Commandité et autre Personnes qui sont impliquées dans la gestion de la Société). A cet effet, la Société peut:

(a) refuser d'émettre des Actions et d'inscrire la Cession d'Actions s'il apparaît qu'une telle émission ou une telle Cession aurait ou pourrait avoir pour effet d'attribuer la propriété des Actions à toute Personne ne répondant pas aux exigences d'un Investisseur Professionnel; et

(b) procéder au rachat obligatoire de tout ou partie des Actions s'il apparaît que cette Personne ne répond pas aux exigences d'un Investisseur Professionnel.

### **8.3 Cession d'Actions**

8.3.1 Lettre de Notification Dans le cas d'une Cession d'Actions proposée (une "Cession Proposée"), le cédant doit en faire la déclaration au Gérant Commandité par lettre recommandée avec accusé de réception (la "Lettre de Notification"), (i) en indiquant le nom complet, l'adresse postale et la résidence fiscale du cédant et du cessionnaire, le numéro d'identification ainsi que le nombre d'Actions que le cédant projette de transférer (les "Actions Proposées"), ainsi que le prix offert pour les Actions Proposées, et (ii) incluant une déclaration et une garantie donnée par le cessionnaire que celui-ci est un Investisseur Professionnel.

### 8.3.2 Cessions Libres aux Affiliés

(a) Sous réserve que, conformément à l'article 8.3.1, un Actionnaire fournisse une Lettre de Notification au Gérant Commandité au plus tard quinze (15) Jours Ouvrables avant la date prévue pour la réalisation de la Cession Proposée, toute Cession de Participations par un Actionnaire à un Affilié de cet Investisseur n'est pas soumise au consentement du Gérant Commandité (une "Cession Libre").

(b) Le Gérant Commandité a néanmoins le droit de prohiber toute Cession qui pourrait créer un effet négatif sur la Société, le Gérant Commandité ou l'un des Actionnaires, y compris, mais pas limité aux conséquences de régulation et/ou fiscales.

(c) Une Cession Libre est valable si l'accord concernant cette Cession entre le cédant et le cessionnaire répond aux exigences de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

(d) S'il y a eu deux ou plusieurs Cessions successives des mêmes Actions à des Affiliés ou à des Entités Affiliées, toute Cession ultérieure à la première Cession sera libre uniquement si le cessionnaire proposé est un Affilié du cédant au moment de la première Cession.

(e) En ce qui concerne toute Cession à un Affilié,

(i) si, à un moment quelconque, le cessionnaire en cause cesse d'être Affilié du cédant, alors tel cessionnaire doit, dès que possible, si le Gérant Commandité le requiert, céder toutes les Actions qui lui ont été cédées au cédant original.

(ii) tout changement de bénéficiaire économique ou changement de contrôle, tel que défini dans la réglementation luxembourgeoise applicable, en ce qui concerne le cessionnaire endéans d'une période de deux (2) ans à partir de la Cession précédente à un Affilié, est subordonné au consentement préalable du Gérant Commandité tel que décrit à l'article 8.4 ci-dessous.

(f) Avant que le cessionnaire ne cesse d'être l'Affilié du cédant, il doit informer le Gérant Commandité, dès que possible, de son changement de statut envisagé.

(g) L'Actionnaire cédant reste solidairement responsable avec l'Affilié cessionnaire pour toutes les obligations restantes à ce moment concernant sa position comme Actionnaire ou comme détenteurs d'Actions (y compris, mais pas seulement, l'obligation de libérer les Engagements des Actionnaires restants) de l'Actionnaire cédant.

(h) L'Actionnaire cédant garantit de façon irrévocable et inconditionnelle envers la Société et le Gérant Commandité, l'exécution régulière et en temps utile par l'Affilié cessionnaire de toute obligation concernant sa position comme Actionnaire ou comme détenteurs d'Actions (y compris, mais pas seulement, l'obligation de libérer les Engagements des Actionnaires restants) de l'Affilié cessionnaire d'après tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires (qu'elle soit assumée par l'Actionnaire cédant, ou encourue par l'Affilié cessionnaire), et il ne saurait engager la responsabilité de telles parties à cet égard, sous réserve des limites prévues par la Loi Luxembourgeoise.

### 8.3.3 VAG Cession Libre

(a) Conformément à l'article 8.2 et nonobstant l'article 8, à condition que, conformément à l'article 8.3.1 un Investisseur Allemand Déterminé fournisse une Lettre de Notification au Gérant Commandité au plus tard quinze (15) Jours Ouvrables avant la date prévue pour la réalisation Cession Proposée, toute Cession de Participations par tel Investisseur Allemand Déterminé et remplissant les Exigences Minimales de Cession n'est pas soumise au consentement du Gérant Commandité (une "Cession Libre VAG").

(b) Une Cession Libre VAG est valable si (i) le cédant et le cessionnaire remplissent les exigences de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre Actionnaires et (ii) le fidéicommissaire désigné pour les actifs affectés (ou son représentant) a donné son consentement préalable par écrit conformément à la sec. 70 de la loi allemande relative au contrôle des entreprises d'assurances (Versicherungsaufsichtsgesetz - "VAG"). Le Gérant Commandité demander à l'agent chargé de la tenue des registres d'inscrire cette exigence de consentement (Treuhändersperrvermerk) dans le registre des Actionnaires concernant chaque Investisseur Allemand Déterminé.

### 8.4 Cessions à tiers

8.4.1 Consentement préalable pour les Cessions d'Actions - Afin de maintenir la cohérence entre les Actionnaires de la Société, il est convenu que les Cessions de toutes Actions, pour quelque cause que ce soit, sont soumises au consentement préalable écrit du Gérant Commandité qui évaluera, entre autres, la réputation et la solvabilité du cessionnaire à son appréciation raisonnable.

8.4.2 Exceptions - Les Actions peuvent faire l'objet d'une Cession, sans consentement préalable du Gérant Commandité dans le cas d'une Cession Libre.

8.4.3 Gérant Commandité - Le Gérant Commandité disposera de vingt (20) Jours Ouvrables à partir de la réception de la Lettre de Notification pour décider d'approuver ou non et de notifier telle décision au cédant. Si le Gérant Commandité ne notifie pas son refus endéans de la période des vingt (20) Jours Ouvrables précitée, il sera réputé avoir refusé la Cession envisagée. Entière discrétion est laissée au Gérant Commandité pour prendre cette décision, il n'est soumis à aucune limitation et il ne doit pas faire connaître les raisons de sa décision.

8.4.4 Réalisation d'une Cession autorisée - Une fois l'autorisation donnée, la réalisation de la Cession des Actions aura lieu conformément aux conditions notifiées dans les quinze (15) Jours Ouvrables suivant la notification de telle autorisation ou l'expiration de la période de vingt (20) Jours Ouvrables prévue au paragraphe précédent. Si le cédant ne réalise pas la Cession endéans le délai prescrit, il devra à nouveau, préalablement à toute Cession d'Actions, se conformer aux dispo-



sitions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires et aux présents Statuts en ce qui concerne la Cession Proposée.

Si le cédant n'est pas en mesure de réaliser, endéans le délai prescrit, la Cession planifiée et autorisée dans les conditions ci-dessus, ni la Société ni un Actionnaire ne sera tenu de racheter les Actions en cause et ils ne devront en aucune manière indemniser le cédant, et le Gérant Commandité ne sera pas tenu d'autoriser une autre Cession Proposée notifiée par le cédant ultérieurement.

8.5 En outre, aucune vente, cession ou transfert d'Actions ne sera effectif si le Gérant Commandité considère, à son entière discrétion, que la réalisation de toutes les vérifications de lutte contre le blanchiment d'argent applicables n'a pas été satisfaite pour le Gérant Commandité et à moins que et jusqu'à ce que le cessionnaire en cause consente par écrit à être lié par les conditions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires, en concluant un acte d'adhésion.

8.6 Les articles 8.2 à 8.5 ne sont pas applicables à une cession d'Actions détenues par la Société suite à un rachat de ses propres Actions.

#### 8.7 Absence de droit de rachat

Aucun Actionnaire n'a le droit ou ne peut prendre une mesure qui obligerait la Société de racheter ses Actions.

#### 8.8 Contrat de Cession d'Actions

Dans le cas où le Gérant Commandité estime qu'il est dans le meilleur intérêt de tous les Actionnaires de vendre ou échanger leurs Actions de Commandité de Catégorie A, leurs Actions de Catégorie B et leurs Actions de Catégorie C, le Gérant Commandité peut recommander aux Actionnaires de vendre ou échanger leurs Actions de Commandité de Catégorie A, leurs Actions de Catégorie B et leurs Actions de Catégorie C sous réserve de l'obtention de l'autorisation préalable du Comité Consultatif des Investisseurs. Si le Comité Consultatif des Investisseurs accepte de vendre ou échanger toutes les Actions de Catégorie B ou de fusionner la Société avec une autre entité, chaque Actionnaire accepte de vendre ou céder ses Actions de Catégorie B.

### Chapitre III. - Gérance

#### 9. Art. 9. Gérance.

9.1 La Société sera gérée par Pan European Value Added Venture General Partner S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois (ci-après désignée comme étant le "Gérant Commandité"), en sa qualité d'Actionnaire Commandité de Catégorie A unique de la Société.

9.2 Le Gérant Commandité peut être révoqué en cas de Cause, conformément à, et avec toutes les conséquences prévues par les dispositions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires par voie de résolution des Actionnaires prise lors d'une Assemblée générale et représentant au moins deux tiers des Actions de Commandité de Catégorie A, Actions de Catégorie B et Actions de Catégorie C de la Société exercées lors d'une telle Assemblée générale.

9.3 Après un délai déterminé conformément à, et avec toutes les conséquences prévues par les dispositions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires, le Gérant Commandité peut être révoqué sans Cause par une résolution des Actionnaires prise lors d'une Assemblée générale et représentant au moins trois quart des Actions de Commandité de Catégorie A, Actions de Catégorie B et Actions de Catégorie C de la Société exercées lors d'une telle Assemblée générale.

9.4 Le Gérant Commandité est obligé, après sa révocation, de céder toutes ses Actions de Commandité de Catégorie A détenues par le Gérant Commandité au nouveau gérant commandité (ou à un Affilié désigné par celui-ci) de la Société en contrepartie d'une indemnité et d'un prix déterminé comme convenu dans tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires. Le Gérant Commandité sujet de la révocation ne dispose d'aucun droit de véto en sa qualité d'actionnaire commandité de la Société concernant toute résolution relative à sa révocation.

9.5 Les Actionnaires de Catégorie B et les Actionnaires de Catégorie C ne devront ni participer, ni s'immiscer dans la gestion de la Société.

#### 10. Art. 10. Pouvoirs du gérant commandité.

10.1 Le Gérant Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition pour le compte de la Société.

10.2 Le Gérant Commandité peut en particulier conclure des accords d'administration et de gestion avec la Société et le cas échéant, nommer un expert-comptable indépendant pour examiner les comptes de la Société.

10.3 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Actionnaires par la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts relèvent de la compétence du Gérant Commandité.

#### 11. Art. 11. Représentation de la société.

11.1 La Société sera engagée envers les tiers par la signature individuelle du Gérant Commandité représenté par ses représentants légaux ou par tout mandataire désigné conformément aux statuts du Gérant Commandité. Aucun Actionnaire Commanditaire ne peut représenter la Société.

**12. Art. 12. Délégation de pouvoirs.**

12.1 Le Gérant Commandité peut, à tout moment, nommer des agents de la Société tel que requis pour les affaires et la gestion de la Société, à condition que les Actionnaires Commanditaires ne puissent agir au nom de la Société sans perdre le bénéfice de leur responsabilité limitée.

Les agents désignés disposeront des pouvoirs et fonctions qui leur seront conférés par le Gérant Commandité.

12.2 Le Gérant Commandité déterminera les responsabilités et la rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions liées à leur mandat.

**13. Art. 13. Responsabilité des actionnaires.**

13.1 Le Gérant Commandité sera, ensemble avec la Société, tenu responsable pour toutes les dettes et pertes qui ne pourront pas être couvertes par les actifs de la Société.

13.2 Les Actionnaires Commanditaires doivent s'abstenir d'agir au nom de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit, sauf quand ils exercent leurs droits d'Actionnaires lors des assemblées générales des Actionnaires et, sauf disposition contraire de la Loi Luxembourgeoise, ils sont seulement tenus de verser à la Société la valeur nominale à payer pour chaque Action Commandité de Catégorie A et/ou Action de Catégorie B et/ou Action de Catégorie C qu'ils détiennent dans la Société.

**14. Art. 14. Dissolution, incapacité du gérant commandité.**

14.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de dissolution ou d'incapacité légale du Gérant Commandité ou si, pour d'autres raisons, il lui est impossible d'agir.

14.2 Dans ce cas, les Réviseurs d'Entreprises désignent un ou plusieurs administrateurs, Actionnaire(s) de la Société ou non, jusqu'à ce que l'assemblée générale des Actionnaires soit convoquée.

14.3 Endéans le délai de quinze (15) Jours à dater de leur nomination, les administrateurs devront convoquer une assemblée générale des Actionnaires tel que stipulé à l'article 16 des Statuts.

14.4 Les administrateurs sont tenus de prendre tout acte requis par l'urgence et tout acte d'administration ordinaire jusqu'à ce que l'assemblée des Actionnaires nomme un ou plusieurs nouveau(x) Gérant(s) Commandité(s).

14.5 Les administrateurs sont responsables uniquement de l'exécution de leur mandat.

**Chapitre IV. - Surveillance****15. Art. 15. Reviseurs d'entreprises.**

15.1 Les opérations de la Société, et sa situation financière, plus particulièrement ses livres et comptes, seront supervisées par des réviseurs d'entreprises agréés (les "Réviseurs d'Entreprises").

**Chapitre V. - Assemblée générale des actionnaires****16. Art. 16. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.**

16.1 Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les Actionnaires de la Société.

16.2 L'assemblée générale des Actionnaires délibérera uniquement sur les points qui ne sont pas de la compétence du Gérant Commandité en vertu des Statuts ou de la Loi Luxembourgeoise.

**17. Art. 17. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra dans la ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée à Luxembourg, le premier Mercredi de Juin. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera tenue le premier Jour Ouvrable suivant.

**18. Art. 18. Autre assemblée générale.**

18.1 Le Gérant Commandité pourra convoquer d'autres assemblées générales des Actionnaires.

18.2 De telles assemblées devront être convoquées sur demande des Actionnaires représentant un dixième du capital social de la Société. Sans préjudice du droit des Actionnaires de convoquer des assemblées générales des Actionnaires, l'insertion à l'ordre du jour de l'assemblée de la révocation du Gérant Commandité, ne sera possible qu'en conformité avec les procédures fixées par toute convention pouvant être conclue à tout moment entre Actionnaires.

**19. Art. 19. Convocation.**

19.1 L'assemblée générale des Actionnaires est convoquée par le Gérant Commandité par voie de lettre recommandée comprenant l'ordre du jour de l'assemblée et envoyées aux Actionnaires à l'adresse telle qu'indiquée dans le registre des Actionnaires, au moins huit (8) Jours avant l'assemblée.

19.2 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Actionnaires et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, les Actionnaires peuvent renoncer aux exigences et formalités de convocation.

**20. Art. 20. Présence et représentation.**

20.1 Tout Actionnaire aura le droit d'assister et de prendre la parole lors des assemblées des Actionnaires.



20.2 Un Actionnaire peut, à toute assemblée générale des Actionnaires, intervenir en désignant une autre personne par écrit ou par fax, télégraphe, télégramme, e-mail, Actionnaire ou non, comme son mandataire.

#### **21. Art. 21. Vote.**

21.1 Chaque Action donne droit à une voix à son détenteur.

21.2 Les votes ont lieu à main levée ou par vote nominatif, à moins que l'assemblée des Actionnaires décide à la majorité simple d'adopter une autre procédure de vote.

21.3 Sauf dans les cas déterminés par la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts, toutes les décisions de l'assemblée annuelle ou ordinaire des Actionnaires sont adoptées à la majorité simple des votes, quelle que soit la part du capital représentée.

21.4 En outre, aucune décision ne sera valablement prise sans le consentement écrit et préalable du Gérant Commandité, sous réserve de dispositions contraires dans les présents Statuts ou tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

#### **22. Art. 22. Assemblée générale extraordinaire.**

22.1 Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier les présents Statuts ne pourra valablement délibérer que si (i) la moitié au moins des Actions est représentée et (ii) que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et, le cas échéant, les modifications apportées à l'objet et à la forme de la Société.

22.2 Si la première des conditions de l'article 22.1 n'est pas remplie, une deuxième assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les présents Statuts ou la Loi de 1915. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des Actionnaires délibère valablement quelle que soit la part des Actions représentées.

22.3 Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des votes des Actionnaires exprimés. Les votes exprimés ne comprennent pas les votes attachés aux Actions pour lesquelles l'Actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

22.4 Néanmoins, les résolutions changeant la nationalité de la Société ou augmentant les engagements des Actionnaires ne pourront être adoptées que par décision unanime des Actionnaires.

#### **23. Art. 23. Procès-verbaux.**

23.1 Les procès-verbaux des assemblées générales des Actionnaires seront signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et le scrutateur.

23.2. Des copies ou extraits de ceux-ci devront être signés par le Gérant Commandité pour pouvoir être produits devant les tribunaux.

### **Titre VI. - Exercice social, distributions des bénéfices**

#### **24. Art. 24. Exercice social.**

24.1 L'exercice social de la Société commencera le premier Jour de janvier et se terminera le dernier Jour de décembre.

24.2. Le Gérant Commandité établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois un mois avant l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, aux Réviseurs d'Entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

#### **25. Art. 25. Approbation des comptes annuels.**

25.1 Aussi vite que possible après la fin de l'exercice social, le Gérant Commandité fournira aux Actionnaires une copie des comptes annuels audités de l'exercice précédent, établis conformément à la Loi de 1915.

25.2. Ces documents financiers seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale annuelle des Actionnaires qui les examinera et, si elle l'estime opportun, les approuvera.

#### **26. Art. 26. Droit de distribution des bénéfices.**

26.1 Les profits audités non consolidés, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constitueront le bénéfice net de la Société pour cette période.

26.2 Du bénéfice annuel net ainsi déterminé de la Société, cinq pour cent (5%) seront obligatoirement prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société, augmenté ou réduit, tel que repris à tout moment à l'article 5 des Statuts.

26.3 Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société pour être distribués et où la Loi de 1915 et les présents Statuts l'autorisent, le Gérant Commandité pourra proposer que les fonds disponibles restant soient distribués conformément aux dispositions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

26.4 La décision de distribuer des fonds et la fixation du montant de cette distribution sera prise par l'assemblée générale des Actionnaires sur recommandation du Gérant Commandité et conformément aux dispositions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

26.5 Le Gérant Commandité est autorisé à verser des acomptes sur dividendes sous réserve des conditions établies par la Loi de 1915.

## Chapitre VII. - Dissolution, Liquidation

**27. Art. 27. Causes de dissolution.** La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite, de dissolution ou de liquidation de l'un des Actionnaires.

### 28. Art. 28. Liquidation.

28.1 Sur proposition du Gérant Commandité, la Société pourra être dissoute par une décision des Actionnaires votant dans les mêmes conditions de quorum et de majorité qu'en cas de modification des présents Statuts, sous réserve de dispositions de la Loi de 1915.

28.2 Si la Société est dissoute, la liquidation sera effectuée par les soins de un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par les Actionnaires, lesquels détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

28.3 Après paiement de toutes les dettes de et les charges à l'encontre de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera distribué aux Actionnaires conformément à l'article 26 des présents Statuts au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun d'eux.

## Chapitre VIII. - Loi applicable, Définitions

**29. Art. 29. Loi applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi Luxembourgeoise.

### 30. Art. 30. Définitions.

"Actionnaires" a le sens attribué au dit terme à l'article 5.1.

"Actionnaires Commanditaires" signifie les détenteurs d'Actions de Catégorie B et/ou d'Actions de Catégorie C.

"Actionnaires Commandités de Catégorie A" a le sens attribué au dit terme à l'article 5.1.

"Actionnaires de Catégorie B" a le sens attribué au dit terme à l'article 5.1.

"Actionnaires de Catégorie C" a le sens attribué au dit terme à l'article 5.1.

"Actions" a le sens attribué au dit terme à l'article 5.1.

"Actions de Catégorie B" a le sens attribué au dit terme à l'article 5.1.

"Actions de Catégorie C" a le sens attribué au dit terme à l'article 5.1.

"Actions de Commandité de Catégorie A" a le sens attribué au dit terme à l'article 5.1.

"Actions Proposées" a le sens attribué au dit terme à l'article 8.3.1.

"Affilié" signifie en relation avec la Personne concernée:

- Toute entité Contrôlée, directement ou indirectement, par une telle Personne;
- Toute entité qui Contrôle, directement ou indirectement, une telle Personne;
- Toute entité directement ou indirectement sous Contrôle commun avec une telle Personne;
- Tout investissement commun, en ce compris mais non limité à un fonds pour un compte commun, qui est géré et/ou sujet au conseil d'une telle Personne, ou par le conseiller d'investissement principal d'une telle Personne ou par la ou les mêmes entités d'une telle Personne, en ce compris tout participant à cette mise en commun d'investissements; et
- Si une telle Personne est un dépositaire ou un fidéicommissaire détenant des Actions ou d'autres biens pertinents au profit d'un bénéficiaire, un tel bénéficiaire, toute Personne qui est Contrôlée, directement ou indirectement, par un tel bénéficiaire, toute Personne qui Contrôle, directement ou indirectement, un tel bénéficiaire, toute Personne directement ou indirectement sous Contrôle commun avec un tel bénéficiaire, tout fidéicommissaire d'une fiducie dans laquelle est détenu directement ou indirectement la totalité ou presque des intérêts de bénéficiaires/droits bénéficiaires par un tel bénéficiaire ou tout ce qui précède, et tout dépositaire supplémentaire ou de remplacement pour un tel bénéficiaire ou tout ce qui précède.

"AIFMD" signifie la Directive sur les Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs (Directive 2011/61/EU) qui est entrée en vigueur le 22 juillet 2013 dans l'Union Européenne, ainsi que, lorsque le contexte l'exige, ses lois et règlements de mise en oeuvre.

"Cause" signifie la survenance des événements suivants: (i) un manquement substantiel non corrigé par le Gérant Commandité à ses obligations en vertu des présents Statuts et tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires ayant un effet négatif important sur la Société, s'il n'a pas été remédié à cette violation dans les trente (30) jours; ou (ii) la fraude, la faute intentionnelle, la mauvaise foi, la négligence grave du Gérant Commandité ou une indifférence/mépris flagrant à l'égard de ses obligations, dans chaque cas (i) et (ii) doit être déterminé par un jugement définitif, non susceptible d'appel, par un Tribunal luxembourgeois compétent.

"Cession" a le sens attribué au dit terme à l'article 8.2.

"Cession Libre" a le sens attribué au dit terme à l'article 8.3.2(a).

"Cession Libre VAG" a le sens attribué au dit terme à l'article 8.3.3.

"Cessionnaire Qualifié" signifie, sur le fond, une Personne avec une bonne réputation et satisfaisant les critères d'intégrité et de solvabilité, qui n'est pas engagée dans des activités non conformes aux normes professionnelles du Groupe AXA et qui a des connaissances et expérience suffisantes et comprend les risques inhérents aux transactions liées à des actions, prêts et autres instruments financiers. Une Personne est réputée être un Cessionnaire Qualifié si elle ou l'entité qui contrôle, directement ou indirectement plus de cinquante (50%) pour cent de son capital social est un investisseur institutionnel (y compris, sans limitation, une banque, compagnie d'assurance, un fond de pension ou une entité publique). Une Personne est réputée ne pas être un Cessionnaire Qualifié si une telle Personne ou entité qui contrôle plus de cinquante (50%) pour cent de son capital social est un ressortissant national d'un pays ou territoire non coopératif (NCCTs) énumérés par le GAFI, telle énumération étant modifiée de temps à autre.

"Cession Proposée" a le sens attribué au dit terme à l'article 8.3.1.

"Comité Consultatif des Investisseurs" signifie le comité consultatif des investisseurs qui peut de temps à autre être établi au sein de la Société conformément aux dispositions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

"Contrôle" sauf définition contraire dans le présent texte, signifie la capacité d'exercer un contrôle sur une entité que ce soit par la détention de la majorité des droits de vote ou par l'influence dominante par voie de contrat ou de facto et indépendamment de si oui ou non la partie exerçant le contrôle sur ladite entité détient une participation directe au capital social de ladite entité; les termes "Contrôlé" et "Contrôlant" devront être interprétés en conséquence.

"Engagements des Actionnaires" signifie la totalité des engagements des Actionnaires Commandités de Catégorie A, des Actionnaires de Catégorie B, des Actionnaires de Catégorie C et des Actionnaires Commandités de Catégorie A qui acquièrent et/ou souscrivent à des Actions de Commandité de Catégorie A ou des Actions de Catégorie B ou des Actions de Catégorie C conformément à tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

"ERISA" signifie Employee Retirement Income Security Act de 1974, tel que modifié.

"Exigences Minimales de Cession" désigne les exigences suivantes qui doivent être cumulativement remplies dans le cadre d'une Cession d'actions proposée:

(a) Le cessionnaire proposé est une compagnie d'assurances, un établissement de crédit, ou une institution de services financiers situé dans (i) la zone économique européenne et (ii) non énuméré par le GAFI;

(b) Le cessionnaire proposé est un Cessionnaire Qualifié;

(c) La Cession Proposée ne causera pas la dissolution de la Société, une détérioration de la solvabilité de la Société, ne nuira pas à la réputation de la Société, du Gérant Commandité ou à l'un des Actionnaires et n'aura pas pour effet que le cessionnaire proposé ne puisse respecter ses obligations en vertu des présentes concernant les Engagements des Actionnaires; et

(d) La Cession Proposée ne doit pas créer des conséquences de régulation et/ou fiscales négatives pour la Société, au Gérant Commandité ou à l'un des Actionnaires.

"GAFI" signifie Groupe d'action financière concernant le blanchiment d'argent.

"Gérant Commandité" a le sens attribué au dit terme à l'article 9.1.

"Groupe AXA" signifie AXA S.A. et ses Affiliés.

"Investisseur Allemand Déterminé" signifie un Actionnaire Allemand qui est soumis aux dispositions de la loi allemande relative au contrôle des entreprises d'assurances (Versicherungsaufsichtsgesetz.. "VAG") et qui alloue les investissements à ses actifs affectés directement ou indirectement via un véhicule de titrisation (gebundenes Vermögen) et qui a notifié au Gérant Commandité une telle qualité.

"Investisseur Professionnel" signifie un investisseur professionnel au sens de la DGFIA.

"Jour" signifie tout jour du calendrier (en ce compris les samedis, dimanches et jours fériés).

"Jour Ouvrable" signifie tout jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour où les banques commerciales situées au Grand-duché de Luxembourg, en France et au Royaume-Uni sont tenues ou autorisées à fermer.

"Lettre de Notification" a le sens attribué au dit terme à l'article 8.3.1.

"Loi de 1915" signifie la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

"Loi Luxembourgeoise" renvoie au droit applicable du Grand-duché de Luxembourg.

"Personne" signifie toute personne physique ou entité, en ce compris toute personne morale, société de personnes, société en commandite, société à responsabilité limitée, association, société anonyme, société d'investissement à capital variable, société par actions, fiducie, fonds de placement, association sans personnalité morale, gouvernement ou organisme ou autorité gouvernemental.

"Réviseurs d'Entreprises" a le sens attribué au dit terme à l'article 15.1.

"Statuts" a le sens attribué au dit terme à l'article 1.

#### *Souscription et libération*

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les parties sus-mentionnées ont souscrit aux Actions comme suit:

AXA Real Estate Investment Managers UK Ltd. . . . .	6.000 Actions de Catégorie B
Pan European Value Added Venture General Partner S.A. . . . .	25.000 Actions de Commandité de Catégorie A
Total: . . . . .	31.000 Actions

Toutes les Actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente-et-un mille Euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la Loi de 1915 ont été observées et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Les parties estiment le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison de sa constitution, à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

#### *Première assemblée générale extraordinaire des actionnaires*

Les parties sus-mentionnées, représentant l'intégralité du capital social souscrit et agissant en qualité d'Actionnaires de la Société conformément à l'Article 16 des Statuts, ont immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.
2. A été nommé en tant que commissaire aux comptes jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2019:

PricewaterhouseCoopers, une société coopérative luxembourgeoise, ayant son siège social à 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B.65477.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des parties comparantes, les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête des mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg; le jour, mois et an qu'en tête des présentes;

Après lecture du présent acte aux mandataires des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits mandataires ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 25 avril 2014. Relation: LAC/2014/19371. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014060871/1081.

(140070205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

#### **Manor Automotive Group (MAG) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 165.016.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Schuttrange, le 29 avril 2014.

Référence de publication: 2014060810/10.

(140070036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

#### **GFMI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 40, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 149.290.

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq avril.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1) Madame Isabelle RAFASCHIERI, demeurant à F-57290 Seremange, 34, rue Flacon, associée dans la société ci-après indiquée.

2) Monsieur René-Paul RUSZKIEWICZ, demeurant à F-57290 Seremange, 34, rue Flacon, associé et gérant dans la société ci-après indiquée.

Lesquels comparants déclarent être associés de la société à responsabilité limitée "GFMI S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-4210 Esch-sur-Alzette, 40, rue de la Libération, société constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster en date du 13 novembre 2009, publié au Mémorial C numéro 2389 du 8 décembre 2009, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 149290.

Les statuts de la société ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, préqualifiée en date du 18 juillet 2013, publié au Mémorial C numéro 2143 du 3 septembre 2013.

Ensuite les comparants, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé majoritaire Monsieur René-Paul RUSZKIEWICZ préqualifié, après avoir constaté la renonciation au droit de souscription préférentiel par l'associé minoritaire, décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de SOIXANTE MILLE EUROS (€ 60.000,-) pour le porter de son montant actuel de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) à SOIXANTE-DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 72.500,-) par la création et l'émission de QUATRE CENT QUATRE-VINGT (480) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune, donnant les mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes, à souscrire et à libérer entièrement par un apport en numéraire, par l'associé majoritaire Monsieur René-Paul RUSZKIEWICZ préqualifié.

La preuve de l'augmentation de capital au montant de SOIXANTE MILLE EUROS (€ 60.000,-) a été prouvée au notaire instrumentant sur le vu d'un certificat bancaire.

Suite à ce qui précède, la répartition des parts sociales est dès lors la suivante:

- 1.- Madame Isabelle RAFASCHIERI, préqualifiée, 25 parts sociales,
- 2.- Monsieur René-Paul RUSZKIEWICZ préqualifié, 555 parts sociales

TOTAL: 580 parts sociales.

*Deuxième résolution*

Les associés décident de modifier l'article 5, des statuts de la société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à la somme de SOIXANTE-DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 72.500,-), représenté par CINQ CENT QUATRE-VINGT (580) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune, intégralement libérées".

*Évaluation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à € 1.300.-.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: RAFASCHIERI, RUSZKIEWICZ, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28/04/2014. Relation: EAC/2014/5857. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014060723/51.

(140070064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Arkantos S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 186.584.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteenth, on the fourteenth day of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appear:

Mr. Francisco Javier Visedo Rodriguez, having his private address at C/ Dalia, 8 3° D, Soto Moraleja, Alcobendas, Madrid 28109, Spain, here duly represented by Max Welbes, Avocat à la Cour, with professional address at Vertigo "Polaris" Building, 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal;

Ms. Ana Begoña Visedo Rodriguez, having her private address at C/ Cuesta Blanca 96 Casa, Alcobendas, Madrid 28108, Spain, here duly represented by Max Welbes, Avocat à la Cour, with professional address at Vertigo “Polaris” Building, 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal; and

Ms. Ana Maria Rodriguez Gomez, having her private address at Paseo de los Parques 7-11, 2° C, Alcobendas, Madrid 28109, Spain, here duly represented by Max Welbes, Avocat à la Cour, with professional address at Vertigo “Polaris” Building, 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxies, being initialled “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party in the capacity of which it acts has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of an investment company with variable share capital - specialised investment fund (“société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé”) under the form of a public limited company (“société anonyme”) which such party declares to incorporate.

### Preliminary Title

Terms in capital letters not defined in the following articles of incorporation (the “Articles”) shall have the meaning ascribed to these terms in the issuing document of the Company (as defined below) (the “Issuing Document”).

#### Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

**Art. 1. Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (“société anonyme”) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (“société d’investissement à capital variable -fonds d’investissement spécialisé”) under the name of “Arkantos S.A. SICAV-SIF” (the “Company”).

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the commune of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Company (the “Board”).

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Purpose.** The main purpose of the Company is to invest its available funds in all assets permitted by the law of 13<sup>th</sup> February 2007 on specialized investment funds, as amended (the “Law of 2007”). These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the Shareholders the result of the management of the Company’s assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the Law of 2007.

#### Title II. Share capital - Shares - Net asset value

**Art. 5. Share Capital.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 11 of these Articles. The minimum capital of the Company is one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) and must be reached within a period of twelve (12) months following the authorization of the Company.

**Art. 6. Form of Shares.** The shares of the Company (the “Shares”) shall be issued in registered form to the Eligible Shareholders which are Well-informed Investors.

All issued Shares shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Board or by one or more persons designated thereto by the Board, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each Share.

The inscription of the Shareholder’s name in the register of shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares.

The Board and the Shareholders will have the right to access and to inspect the shareholders’ register.



**Art. 7. Transfer of Shares.** Subject to the limits of the Law of 2007 and the Issuing Document, the Shares are freely transferable. Transfer of the Shares must be made in writing and requires the approval of the Board, which may only be refused for good cause. In particular, good cause shall exist if the Board considers that the acquisition of the Shares could be detrimental to the Company, or would represent a violation of the rules applicable in Luxembourg, the laws (for example tax laws) of a country other than Luxembourg that would obtain jurisdiction as a result, or the provisions of the Issuing Document and/or these Articles, or if the purchaser is not an Eligible Shareholder, there are doubts concerning their solvency or creditworthiness, or they are or could be a competitor of the Company or asset manager.

Any Shareholders that intend to transfer their Shares must notify the Board at least four (4) weeks in advance by sending a copy of the transfer agreement and appropriate evidence that the purchaser is a Eligible Shareholder and a Well-informed Investor.

The transfer of Shares shall not require the approval of the other Shareholders

Every transfer of a Share shall be entered in the register of shareholders upon payment of such customary fee for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Shares may, if the Board so decides be issued in denomination up to three decimal places. Such denomination Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in distributions and liquidation proceeds on a pro rata basis.

**Art. 8. Issuance of Shares.** The Board is authorised to issue new Shares either fully or partially paid-up as described in the Issuing Document. At the discretion of the Board, pre-emptive or preferential rights may be granted to existing Shareholders.

The Board is entitled to issue Shares belonging to different share classes (the "Share Classes"). The Share Classes may have different features and may differ in particular with respect to their distribution and retention policies, fee structure or other specific features.

The Board shall not issue any Shares or Share Class during periods in which the calculation of the net asset value of the Shares or Share Class concerned (the "Net Asset Value" or the "NAV") is suspended.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets which could be acquired by the Company pursuant to its investment policy and restrictions, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company.

**Art. 9. Subscription, redemption and conversion of Shares.** Subscription, redemption and conversion requests

Subscriptions and redemptions shall be carried out in the currency of denomination of the relevant Share Class.

Shares may normally be purchased or redeemed at prices based on the Net Asset Value per Share of the relevant Class on the relevant Valuation Day, plus (in case of subscription) or less (in case of redemption), if any, as the case may be, any additional fees, expenses, costs.

Requests for subscription, redemption and conversion of Shares should be sent to the Registrar and Transfer Agent. Requests may also be accepted by facsimile transmission or other electronic means approved by the Board and/or the Registrar and Transfer Agent.

Requests for subscriptions, redemptions and conversions of Shares will be dealt with on the Valuation Day on which they are received. Provided they are received prior to the Cut-Off Time, the Investor will receive the Net Asset Value price calculated the following Valuation Day.

Requests received after the Cut-Off time will be accepted on the next Valuation Day. As a result, requests for subscriptions, redemptions and conversions of Shares shall be dealt with on an unknown net asset value basis before the determination of the Net Asset Value for that day.

Subscription, redemption and conversion of Shares shall be suspended whenever the determination of the Net Asset Value per Share is suspended by the Board or by decision of the CSSF when required in the interest of the public or of the Shareholders and, in particular, when the legal, regulatory or contractual provisions concerning the activity of the Company have not been complied with.

Confirmation of completed subscriptions, redemptions and conversions will normally be dispatched on the Business Day following the execution of the transaction.

#### Subscription of Shares

Complete subscription application form for Shares should be received and approved by the Registrar and Transfer Agent before the Cut-Off Time. Subscription requests received and approved or deemed to be received and approved by the Registrar and Transfer Agent on a day which is not a Business Day or on a Business Day after the Cut-Off Time will be deemed to have been received on the next Business Day.

The acceptance of subscriptions is also subject to confirmation of the prior receipt of subscription monies in cleared funds credited to the relevant subscription account of the Company (details of which are set out in the subscription application form) before the Cut-Off Time.

For subscription application forms received by the Registrar and Transfer Agent and subscription amounts received by the Registrar and Transfer Agent after the aforesaid dates, the Shares will be allotted at a price corresponding to the next Valuation Day. The aforesaid periods for the submission of the subscription application forms and the payment of the subscription amounts may be waived at the discretion of the Board.

The Registrar and Transfer Agent accepts no responsibility for any loss caused as a result of non-receipt of any application sent by facsimile transmission. Any delay in receipt of a duly completed subscription application form will result in the relevant application being processed on the next subscription day.

The Board reserves the right:

- to refuse a Share subscription request at its own discretion; and
- to redeem at any time Shares held by Shareholders who are not authorized to purchase or own shares in the Investment Company.

If any subscription is not accepted in whole or in part, the subscription monies or the balance outstanding will be, subject to applicable laws, returned without delay to the subscriber by post or bank transfer at the subscriber's risk without any interest.

#### Contribution in kind

The Board may from time to time accept subscriptions for Shares against a contribution in kind of securities or other assets that could be acquired by the Company pursuant to its investment policy and restrictions. Any such contribution in kind will be valued in an approved statutory auditor's report, to the extent required by laws and regulations, drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law. All supplemental costs associated with contributions in kind will be borne by the Shareholder making the contribution in kind or such other party as agreed by the Board.

#### Redemption of Shares

The Shareholders may at any time exit the Company by addressing to the Registrar and Transfer Agent an irrevocable application for redemption (in whole or in part) before the Cut-Off Time.

No redemption payments will be made until the original application form and relevant subscription monies have been received from the Shareholder. Redemption proceeds will be paid on receipt of faxed or otherwise received written instructions where such payment is made into the account specified by the Shareholder in the original application form submitted. However, any amendments to the Shareholder's registration details and payment instructions can only be effected upon receipt of original documentation.

The redemption proceeds will be paid out within a period determined by the Board and not exceeding ten (10) Business Days following the Valuation Day on which Shares are redeemed.

Redemption requests received or deemed to be received by the Registrar and Transfer Agent on a day which is not a Business Day or on a Business Day after the Cut-Off Time will be deemed to have been received on the next Business Day.

Upon reception of a valid redemption request, the corresponding Shares will be cancelled immediately in the Share Register.

The Redemption price may be higher or lower than the subscription price paid at the date of issue of the Shares in accordance with changes in the Net Asset Value.

#### Redemption in kind

The Board may, at the request of a Shareholder, agree to make, in whole or in part, a distribution in kind of securities of the Company to that Shareholder in lieu of paying to that Shareholder redemption proceeds in cash in accordance with these Articles. The Board will agree to do so if it determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders of the Company. Such redemption will be effected at the Net Asset Value per Share of the relevant Share Class which the Shareholder is redeeming, and thus will constitute a pro rata portion of the Company's assets attributable in that Share Class in terms of value. The assets to be transferred to such Shareholder shall be determined by the Board, with regard to the practicality of transferring the assets and to the interests of the Company and continuing participants therein and to the Shareholder. Such a Shareholder may incur brokerage and/or local tax charges on any transfer or sale of securities so received in satisfaction of redemption. The net proceeds from this sale by the redeeming Shareholder of such securities may be more or less than the corresponding redemption price



of Shares in the relevant Share Class due to market conditions and/or differences in the prices used for the purposes of such sale or transfer and the calculation of the Net Asset Value of Shares of the Share Class. The selection, valuation and transfer of assets shall be subject to the review and approval of the Approved Statutory Auditor. All supplemental costs associated with redemptions in kind will be borne by the Shareholder requesting the redemption in kind or such other party as agreed by the Board.

#### Conversion of Share

The Board may decide that Investors are entitled to convert their Shares in a Share Class into Shares of another Share Class. However, the Board may impose restrictions and conditions regarding the right to convert the Shares and the frequency of conversions between certain Share Classes; the Board may also, at its discretion, make conversion contingent on the payment of fees and costs.

The conversion is determined on the conversion date and is based on the Net Asset Values, as established in accordance with article 11 of these Articles, of the Share of the transferring Share Class and of the receiving Share Class on the conversion date. The rules of the receiving Share Class shall apply with respect to the calculation of the Net Asset Value.

The Board may define any restrictions it deems necessary with respect to the frequency of conversions. It may also charge a reasonable fee for conversions.

All conversion requests must be submitted by the Shareholder in writing to the Company's registered office in Luxembourg or to another individual legally mandated to convert the Company's Shares. The requests must provide the name of the Investor, the Share Class and number of Shares held or the amount to be converted, as well as the Share Class to be received in exchange. They must also be accompanied by any share ownership certificates issued. Where certificates of registered share ownership have been issued for the Shares of the original Share Class, no new certificates shall be issued until the Company has received the old certificates.

The Board may decide to attribute any fractional units generated by the conversion or to pay the cash amount corresponding to these fractional units to the Shareholders who requested the conversion.

The original Shares shall be cancelled once the conversion has been completed.

**Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares and Compulsory Sale of Shares by the Board.** The Shares may only be acquired and held by the Eligible Shareholders which are Well-informed Investors. Eligible Shareholders are members of the family of the Initiator (as defined in the Issuing Document) such as (i) the spouse of the Initiator, (ii) a person who is living in a committed intimate relationship in a joint household and on a stable and continuous basis with the Initiator, (iii) the relatives in direct line, the siblings, uncles, aunts, nephews, nieces and first cousins of the Initiator, (iv) the descendants of the spouses, (v) the dependants of the Initiator and (vi) their respective investment vehicles or trusts, if any.

In accordance with article 2 of the Law of 2007, Well-informed Investors are all institutional, professional, or other Investors which:

- (i) have confirmed in writing that they qualify as a Well-informed Investor, and
- (ii) (a) invest at least one hundred and twenty-five thousand Euros (EUR 125,000.00) in the Company or (b) have been the subject of an assessment from the following institutions certifying their expertise, experience and knowledge in adequately evaluating an investment in the Company:
  - a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC,
  - an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC, or
  - a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC.

An Investor cannot subscribe for Shares for the account of a third party.

The Board may, at its own discretion, restrict the ownership of Shares to specific Well-informed Investors, prohibit such ownership, or limit the number of Shareholders in the Company if it believes that such ownership rights would negatively affect the interests of the remaining Shareholders or the Company, or that they violate the laws in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad. The same applies if the Company was to become subject to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or were to damage the interests of the Company in another way. The Board may take all appropriate measures to achieve this and including, but not limited to, refusing to issue Shares and/or to give its consent to dispositions of Shares, demanding all information from Investors that it deems to be necessary and having the accuracy of this information confirmed by way of an affirmation in lieu of an oath, and implementing compulsory redemption of the Shares belonging to the ineligible investor against payment of a Redemption Price amounting to 50% of the Net Asset Value of the relevant Shares.

In the circumstances described in this article 10, the Board may decide to undertake on behalf of the relevant Shareholder a compulsory sale of his Shares. In addition, the Board may decide at its discretion to perform one or more compulsory redemptions of some or all Shares of all Investors in the relevant Share Class on a pro rata basis.

Within fifteen (15) calendar days from a correspondent notice (the "Notice of Transfer") from the Board, the relevant Shareholder shall be deemed to have given authority to the Board to sell his Shares to a person permitted, under these Articles and under any other terms which may be determined by the Board, to acquire the Shares (a "Permitted Transferee"), and for this purpose, he shall be deemed to have granted authority to the Board to execute, on his behalf, a

written declaration of transfer as referred to in article 7 of these Articles and to agree on a transfer price (the “Transfer Price”) with the Permitted Transferee.

The Transfer Price shall be negotiated by the Board without the requirement for the Board to achieve any minimum Transfer Price. During the period of fifteen (15) calendar days from the Notice of Transfer, the Shareholder may notify to the Board the name of a potential transferee. If such potential transferee meets all requirements normally imposed by the Board on a Permitted Transferee, the Board shall not reasonably withhold its consent to such transfer. Upon a transfer agreed by the Board, on behalf of the Shareholder, to a Permitted Transferee after the period of fifteen (15) calendar days from the Notice of Transfer, the Board and the Company shall have no other obligation towards the former Shareholder than to credit him with the Transfer Price agreed upon and paid by the Permitted Transferee, after deduction of any costs incurred in relation with the transfer. In case the Board is not able to identify a Permitted Transferee who accepts to acquire the Shares within forty-five (45) calendar days from the Notice of Transfer, the relevant Shares shall be forfeited and cancelled, and the former holder thereof shall no longer be a Shareholder of the Company.

The exercise by the Company of the power conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any notice of sale, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

**Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share.** The Net Asset Value of Shares of each Share Class shall be expressed in the reference currency of the relevant Share Class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per Share figure and shall be determined as of any Valuation Day, but in any case at least twice per year.

The Valuation Days of the Company are the 30<sup>th</sup> June and the 31<sup>st</sup> December of each year, starting in 2014.

The Board may specify additional Valuation Days at its own discretion.

As a matter of principle, the NAV of the Shares is determined by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Share Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Share Class less the liabilities attributable to such Share Class, on any such Valuation Day, by the number of Shares of the relevant Share Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The NAV of the Shares is rounded to two decimal places using commercial rounding rules.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets shall be determined as follows:

- 1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- 2) The value of any securities, money market instruments and derivative instruments will be determined on the basis of the last available price on the stock exchange or any other regulated market as aforesaid on which these securities, money market instruments or derivative instruments are traded or admitted for trading unless otherwise mentioned in the sales documentation. Where such securities, money market instruments or derivative instruments are quoted or dealt in one or by more than one stock exchange or any other regulated market, the Board shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provision of prices of securities, money market or derivative instruments.
- 3) If a security, money market instrument or derivative instrument is not traded or admitted on any official stock exchange or any regulated market, or in the case of securities, money market instruments and derivative instruments so

traded or admitted the last available price of which does not reflect their true value, the Board is required to proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.

4) Swaps contracts will be valued at the market value fixed in good faith by the Board and according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows.

5) Each share or unit in an open-ended investment fund will be valued at the last available net asset value (or bid price for dual priced investment funds) whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value (or bid price for dual priced investment funds) computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the Shares in the Company is determined.

6) In respect of shares or units of an investment fund held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Board may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

7) If, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other investment funds held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change of value.

8) The value of any security which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price.

9) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company assets, the Board may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

10) Any assets or liabilities in currencies other than the reference currency of the Company will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other first class financial institution.

11) In circumstances where the interests of the Company or its Shareholders so justify, the Board may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the Central Administration Agent may rely upon such automatic pricing services as it shall determine or, if so instructed by the Board, it may use information received from various professional pricing sources (including fund administrators and brokers). In the absence of manifest error and having due regards to the standard of care and due diligence in this respect the Central Administration Agent shall not be responsible for any loss suffered by the Company or any Shareholders by reason of the inaccuracy of the valuations provided by such pricing sources.

In circumstances where one or more pricing sources fails to provide valuations for an important part of the assets to the Central Administration Agent, preventing the latter to determine the subscription and redemption prices, the Central Administration Agent shall inform the Board who may decide to suspend the Net Asset Value calculation.

For the avoidance of doubt, the provisions of this article are rules for determining Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, depositary fees, Central Administration Agent's and Registrar and Transfer Agent's fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to the Board, investment managers/ advisers (as the case may be), including performance fees, if any, fees and expenses payable to its Depositary Bank and its correspondents, Domiciliary Agent and corporate agent, Central Administration Agent, the Registrar and Transfer Agent, listing agent, any Paying Agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the Shareholders,

expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the costs of convening and holding Shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable traveling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue and redemption prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board or by any agent which the Board may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

III. For the purpose of this article:

1) Shares of the Company to be redeemed under article 9 of these Articles shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issuance as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the Company shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

a) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

b) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company, provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

**Art. 12. Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share.** The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Share Classes and the issue, redemption and conversion of Shares of such Share Class(es):

1) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company, from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company quoted thereon; or

2) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board, disposal or valuation of the assets held by the Company is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the Board the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

3) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets of the Company; or

4) during any period when the of the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of the Company cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

5) from the time of publication of a notice convening an Extraordinary General Meeting for the purpose of winding up the Company, or merging the Company;

6) in the case a substantial portion of the assets of a Share Class are invested in undertakings for collective investment and such undertakings for collective investment have suspended the determination of their net asset value; or

7) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the Shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Any application for subscription, redemption or conversion of Shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Share Class, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company prior to the lifting of the period of suspension, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

### **Title III. Administration and supervision**

**Art. 13. Directors.** The Company shall be managed by the Board composed of a minimum of three members (each referred to as the “Director” and collectively the “Directors”), divided into two categories, respectively denominated “Category A Directors” and “Category B Directors”, to be decided from time to time by the general meeting of Shareholders. The members of the Board need not to be Shareholders. They shall be elected for a term of a maximum of six year and shall hold office until their successor is appointed.

Any Shareholder who wants to propose a candidate for the position of Director of the Company to the general meeting of Shareholders must present such candidate to the Company in writing at least three weeks prior to the date of such general meeting of Shareholders.

Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director, the remaining Directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting of Shareholders. Any appointment of Director shall be subject to CSSF approval.

**Art. 14. Board Meetings.** All Board meetings will be held in Luxembourg or such other place abroad, as specified in the convening notice. The Board shall choose among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any one Director, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman, and in his absence a vice-chairman, shall preside at the meetings of the Directors and of the Shareholders. In absence of the chairman and a vice-chairman, the Shareholders or the Board members shall decide by a majority vote that another Director, or in case of a Shareholders’ meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be Directors or Shareholders. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least fourteen (14) days prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by e-mail, fax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any Director may participate in a meeting of the Board by appointing in writing or by letter, telefax or e-mail another Director as his proxy. Any Director may also participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. Such conference calls shall, to the extent this is practicable, be initiated in Luxembourg. The majority of the Directors participating will, to the extent this is practicable, be physically present in Luxembourg at the time of the conference call.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board provided however that resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing, signed by all the Directors, by e-mail, fax or any other similar means of communication, which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if more than half of its Directors are present or represented.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented and, in case of equality of votes, the chairman shall have a casting vote.

**Art. 15. Powers of the Board.** The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company’s purpose, in compliance with its investment policy.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board.



**Art. 16. Corporate Signature.** The Company will be bound in any circumstances by the joint signatures of one Category A and one Category B Director or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the by a Category A and a Category B Director.

**Art. 17. Delegation of Power.** The Board of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

**Art. 18. Investment Policies and Restrictions.** The Board has the power to determine the investment policies and strategies of the Company, based upon the principle of risk spreading, and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with applicable laws and regulations.

**Art. 19. Indemnification of Directors.** The Company may indemnify any Director or officer and her/his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by her/him in connection with any action, suit or proceeding to which she/he may be made a party by reason of her/his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which she/he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which she/he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for her/his willful misconduct, bad faith, fraud, reckless disregard or gross negligence; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 20. Approved Statutory Auditors.** The accounting information comprised in the annual report of the Company shall be audited by an approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The approved statutory auditor shall fulfill all duties prescribed by the Law of 2007.

#### **Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions**

**Art. 21. General Meetings of Shareholders of the Company.** The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders.

The general meeting of Shareholders shall meet upon call by any member of the Board or by the Company’s auditor as set forth in the law. It may also be called upon the request of Shareholders representing at least ten percent (10%) of the share capital.

The notice of the meeting shall set forth the agenda, time and place of the meeting, the applicable quorum and the majority requirements and be sent at least ten (10) Business Days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder’s address in the register of shareholders. The notice shall be sent by registered mail. The agenda shall be prepared by the Board except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders representing at least ten percent (10%) of the share capital in which instance the Board may prepare a supplementary agenda.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

If all the Shareholders are present or represented at the general meeting of Shareholders of the Company and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting of Shareholders of the Company may be held without prior notice.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each whole Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who need not be a Shareholder and may also be a Director of the Company.

The annual meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, on the second Friday of June at 11 a.m.

If such day is not a Business Day, the annual meeting shall be held on the next following Business Day.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

For the purposes of these Articles:

(a) a “Qualified Majority” shall mean a decision taken by majority vote of two-thirds of the Shares present or represented at a Shareholder’s meeting where a quorum of two-thirds (2/3) of all the Shares in issue, at the date of the meeting, has been reached. If the quorum is not reached at the first meeting, the meeting shall be reconvened. Any reconvened

meeting having the same agenda will not be subject to the above quorum requirement and decisions are validly taken by majority vote of two-thirds (2/3) of the Shares present or represented at such reconvened meeting;

(b) subject to the requirements of Luxembourg law, any other reference to a Shareholders vote shall mean a decision taken by majority vote of the Shares present or represented at a Shareholder's meeting in which there shall be no quorum requirements.

**Art. 22. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall begin at the first day of January and shall terminate on the last day of December of each year.

**Art. 23. Distributions.** To the extent permitted by law and having retained such amounts as are required for the proper running of the Company and any identifiable liabilities or expenses of the Company as determined by the Board, the profits of the Company shall be distributed annually to the Shareholders. The Board shall declare and pay to each Shareholder a distribution within a time period of twenty (20) Business Days after the approval of the same in general meeting of Shareholders. The Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

If not reinvested pursuant to this article, net disposal proceeds and the proceeds of any refinancing after any deductions required in relation to anticipated expenses or liabilities, as determined by the Board, can be distributed to Shareholders within sixty (60) days.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### **Title V. Final provisions**

**Art. 24. Depositary Bank.** As required by law, the Company shall enter into a custody agreement. The Depositary Bank shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007.

If the Depositary Bank desires to withdraw, the Board shall use its best efforts to find a successor Depositary Bank within two months of the effectiveness of such withdrawal. The Board may terminate the appointment of the Depositary Bank but shall not remove the Depositary Bank unless and until a successor Depositary Bank shall have been appointed to act in the place thereof.

**Art. 25. Dissolution of the Company.** The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders. Decision to dissolve the Company, except as provided in the following paragraphs, must be taken by a Qualified Majority.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital required by Luxembourg law, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital required by Luxembourg law; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the Shares represented at the meeting.

The general meeting of Shareholders must be convened in such a way that it can be held within forty (40) days of establishing that the Company's net assets have fallen below two-thirds or one-quarter of the prescribed minimum. The Company shall stop issuing new Shares on the date of publication of the convening notice for the general meeting of Shareholders to which the dissolution is to be proposed.

**Art. 26. Liquidation.** Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

**Art. 27. Amendments to the Articles.** These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to a Qualified Majority vote of the Shareholders.

**Art. 28. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law of 2007.

#### *Transitory provisions*

1) The first financial year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31<sup>st</sup> December 2014.

2) The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2015.

#### *Subscription and payment*

The initial share capital is fixed at thirty one thousand Euros (EUR 33,000) represented by thirty three thousand (33,000) Shares, without par value.

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Name of subscribers

Number of

	subscribed Shares
Mr. Francisco Javier Visedo Rodriguez . . . . .	11,000
Ms. Ana Begoña Visedo Rodriguez . . . . .	11,000
Ms. Ana Maria Rodriguez Gomez . . . . .	11,000
Total . . . . .	<u>33,000</u>

All the Shares so subscribed representing the initial capital of thirty three thousand Euros (EUR 33,000) have been fully paid-up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

#### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about three thousand Euros (3,000.- Euro).

#### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of Shareholders, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following are elected as Directors of the Company:

(i) Ms. Ana Begoña Visedo Rodriguez, having her private address at C/ Cuesta Blanca 96 Casa, Alcobendas, Madrid 28108, Spain, as Category A Director;

(ii) Mr. Oliver Wolf, having his professional address at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Category B Director;

(iii) Mr. Jonathan Claude Willy Lepage, having his professional address at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Category B Director; and

(iv) Ms. Sabine De Coen, having her professional address at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Category B Director.

The Directors of the Company has been appointed for a term to expire at the closing of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31<sup>st</sup> December 2019.

3. BDO Audit, Société Anonyme, a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-2013 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 147570 is elected as approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) of the Company for a term to expire at the closing of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31<sup>st</sup> December 2014.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above appearing parties, this deed is worded in English.

Whereof this notarial deed is drawn up, on the date named at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Signé: M. WELBES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 avril 2014. Relation: LAC/2014/18838. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 avril 2014.

Référence de publication: 2014061025/630.

(140070856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.



**EUROPE I Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 186.537.

---

**STATUTEN**

Im Jahre zweitausendvierzehn, am siebzehnten Tag des Monats April;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

Ist erschienen

der CHORUS Infrastructure Fund S.A. SICAV-SIF, ein spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in der Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme) nach dem geänderten luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, derzeit im Prozess der Eintragung beim luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister,

handelnd für Rechnung des Teilfonds CHORUS Infrastructure Fund S.A. SICAV-SIF - RENEWABLES EUROPE I;

hier vertreten durch Frau Laura ROSSI, Rechtsanwältin, berufsansässig in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 15 April 2014.

Besagte Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch die erschienene Person und den unterzeichneten Notar, dieser notariellen Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

Der Erschienene in dessen Eigenschaft als Vertreter des Gesellschafters ersucht den amtierenden Notar die Gesellschaftsatzung wie folgt zu beurkunden:

**A. Zweck - Dauer - Name - Sitz**

**Art. 1.** Hiermit wird zwischen dem jetzigen Inhaber der ausgegebenen Anteile und denjenigen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (nachstehend die „Gesellschaft“) gegründet, die durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner jeweils aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“), sowie durch nachstehende Satzung geregelt wird.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, in welcher Form auch immer, und alle anderen Arten von Investitionen vorzunehmen, im Wege des Erwerbs oder der Veräußerung von Wertpapieren durch Kauf oder Verkauf, Zeichnung, Tausch oder auf sonstige Weise, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung ihres Portfolios und ihrer Immobilieninvestitionen.

Die Gesellschaft darf Garantien an Gesellschaften begeben, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält und an solche, die derselben Unternehmensgruppe angehören, und sie darf diesen Gesellschaften Darlehen gewähren und sie in jeder anderen Art und Weise unterstützen.

Die Gesellschaft darf Kredite jeder Art aufnehmen und Obligationen, Schuldverschreibungen, Zertifikate, Schuldscheine, Warrants und andere Papiere begeben.

Die Gesellschaft kann alle Aktivitäten kommerzieller, industrieller und finanzieller Natur ausführen, die der Ausübung des Gesellschaftszweckes dienen.

**Art. 3.** Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

**Art. 4.** Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „EUROPE I Soparfi S.à r.l.“.

**Art. 5.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schüttringen (Großherzogtum Luxemburg). Er kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch Beschluss des Geschäftsführers oder der Geschäftsführung verlegt werden. Die Gesellschaft kann Filialen oder andere Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland aufgrund einer Entscheidung der Geschäftsführung eröffnen.

Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außergewöhnliche politische, militärische Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann der Sitz bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

**B. Gesellschaftskapital - Anteile**

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,-EUR), aufgeteilt in hundertfünfundzwanzig (125) Anteile, alle Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100,- EUR) pro Anteil und vollständig eingezahlt.

Die Geschäftsführung ist befugt das aktuelle Gesellschaftskapital bis zum Genehmigten Kapital, von Zeit zu Zeit, ganz oder teilweise, während einer Zeitspanne, welche am fünften Jahrestag des Gründungstages der Gesellschaft endet, zu

erhöhen. Diese Zeitspanne kann in Übereinstimmung mit den in Artikel 18 vorgeschriebenen Bedingungen, verlängert werden.

Im Falle einer Erhöhung des Gesellschaftskapitals haben die Inhaber von Anteilen ein pro rata Vorzugsrecht auf Anteile, außer die entsprechenden Anteilhaber verzichten auf ihr Vorzugsrecht.

Im Falle einer Zeichnung von neuen, im Rahmen des genehmigten Gesellschaftskapitals ausgegebenen Anteilen, müssen die bestehenden Anteilhaber, nach Verzicht auf ihr Vorzugsrecht, die neuen (d.h. nicht bestehende) Anteilhaber genehmigen und als neue Anteilhaber anerkennen.

Die Geschäftsführung ist hiermit befugt die Bezugsbedingungen, welche einer Anteilszeichnung vorangehen festzulegen, oder sie kann von Zeit zu Zeit beschließen, die Kapitalerhöhung durch die Umwandlung von Nettogewinnen oder Reserven der Gesellschaft in Kapital ganz oder teilweise durchzuführen und die Vergabe von vollständig eingezahlten Anteilen anstatt von Dividenden an die Anteilhaber auszuzahlen.

Jedes Mal, wenn die Geschäftsführung, eine Kapitalerhöhung innerhalb des genehmigten Kapitals vornimmt, muss dieser Artikel 7 dem entsprechend abgeändert werden und die Geschäftsführung muss gegebenenfalls die nötigen Schritte einleiten oder eine Person damit beauftragen, die nötigen Schritte einzuleiten, um die Ausführung und Veröffentlichung solcher Änderungen, einschließlich der Eintragung einer solchen Kapitalerhöhung und der daraus folgenden Änderungen der Satzung vor einem Notar, festzulegen.

**Art. 8.** Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an. Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Anteile der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensanteile ausgegeben.

Jeder Anteil gewährt jeweils eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen.

**Art. 9.** Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung in einer Gesellschafterversammlung der anderen Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Verwandte gerader Linie oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Weder Gläubiger noch Rechtsnachfolger oder Erben können aus jedwedem Grund Siegel auf den Vermögenswerten oder Unterlagen der Gesellschaft anbringen.

**Art. 10.** Die Gesellschaft erlischt nicht durch die Insolvenz oder die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

### C. Geschäftsführung

**Art. 11.** Die Gesellschafterversammlung ernennt die Geschäftsführer und bestimmt die Dauer ihres Mandates sowie ihre Vergütung. Die Geschäftsführer können jederzeit ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten wie folgt verpflichtet: (i) wenn die Gesellschaft durch einen Geschäftsführer verwaltet wird, durch die Unterschrift dieses alleinigen Geschäftsführers, (ii) wenn die Gesellschaft durch zwei oder mehr Geschäftsführer verwaltet wird, durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens zwei (2) Geschäftsführern, von denen mindestens ein Geschäftsführer mit einer A-Zeichnungsberechnung und mindestens ein weiterer Geschäftsführer mit einer B-Zeichnungsberechnung ausgestattet sein muss.

Besondere Vollmachten können durch die Geschäftsführung privatschriftlich oder aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden.

**Art. 12.** Die Geschäftsführung bestimmt einen Vorsitzenden und gegebenenfalls auch einen stellvertretenden Vorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied der Geschäftsführung sein muss. Der Sekretär ist für das Führen der Protokolle der Geschäftsführungssitzungen verantwortlich.

Dritten gegenüber ist die Geschäftsführung unbeschränkt bevollmächtigt, jederzeit im Namen der Gesellschaft zu handeln und Geschäfte und Handlungen zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Die Geschäftsführung wird durch den Vorsitzenden oder durch mindestens zwei andere Geschäftsführer einberufen. Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in den Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg statt.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Geschäftsführungssitzung. In seiner Abwesenheit kann die Geschäftsführung mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Geschäftsführungsmitglied zum vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jeder Geschäftsführer erhält mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben. Dies gilt nicht für den Fall einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Anhand schriftlicher, durch Telefax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebener Einwilligung eines jeden Geschäftsführers kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen der Geschäftsführung, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, die von einem vorherigen Beschluss der Geschäftsführung festgesetzt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich in der Sitzung der Geschäftsführung aufgrund einer schriftlich, durch Telefax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel, erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied der Geschäftsführung vertreten lassen. Ein Geschäftsführer kann mehrere andere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Die Geschäftsführung ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die einfache Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Darlegungen in Artikel 20., werden Beschlüsse der Geschäftsführung mit der einfachen Mehrheit der Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrere schriftlicher, durch Telefax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, unter der Bedingung, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll, welches von jedem Geschäftsführer unterzeichnet werden muss. Ein derartiger Beschluss wird zu dem Zeitpunkt, zu dem der letzte Geschäftsführer ihn unterzeichnet, wirksam.

**Art. 13.** Die Protokolle aller Geschäftsführungssitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

**Art. 14.** Durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund auch immer, wird die Gesellschaft nicht aufgelöst.

**Art. 15.** Es besteht keine persönliche Haftung der Geschäftsführer für Verbindlichkeiten, die sie vorschriftsmäßig im Namen der Gesellschaft eingehen. Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

**Art. 16.** Auf der Grundlage einer von ihnen erstellten Zwischenbilanz, ausweislich derer ausreichende Gelder zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, können die Geschäftsführer entscheiden, Zwischengewinne auszuschütten, vorausgesetzt, dass der Ausschüttungsbetrag nicht höher ist als der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erzielte Gewinn zuzüglich Gewinnvorträge und ausschüttbarer Rücklagen, aber abzüglich Verlustvorträge und Gelder, die aufgrund gesetzlicher Bestimmungen oder dieser Satzung als Reserven eingebracht werden.

#### **D. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Gesellschafter - Versammlungen**

**Art. 17.** Jeder Gesellschafter kann an den Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Ein Gesellschafter kann sich bei jeder Gesellschafterversammlung vertreten lassen, indem er schriftlich einen Vertreter benennt, entweder per Original, Fax oder EMail, die mit einer elektronischen Unterschrift versehen ist (die nach luxemburgischem Recht gültig ist). Der Vertreter muss kein Gesellschafter sein.

Wenn alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und befinden, dass sie alle ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert sind, ist eine Einberufung entbehrlich.

**Art. 18.** Die Gesellschafter können die Änderung der Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig beschließen.

Jede Abänderung der Satzung erfordert die Zustimmung der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Darlegungen im nachfolgenden Artikel 20., sind alle anderen Beschlüsse der Gesellschafter nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

**Art. 19.** Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes von 1915 zustehen.

#### **E. Spezielle Befugnisse der Geschäftsführung oder der Gesellschafterversammlung**

**Art. 20.** Folgende Beschlüsse müssen entweder einstimmig von allen Geschäftsführern angenommen werden oder bedürfen der Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten:

- Aufnahme und Gewährung von Darlehen;
- Ausgabe von Wertpapieren und Schuldtiteln;
- Gewährung von Sicherheiten;
- Rechtsgeschäfte mit Gesellschaftern oder mit den Gesellschaftern nahestehenden Personen, welche Teil der Geschäftsführung oder Teil der Gesellschafter sind;

- Verfügung über wesentliche Vermögenswerte der Gesellschaft, insbesondere die Übertragung von Beteiligungen oder Verträgen, oder Übertragung von Beteiligungen („Share Deal“) oder Unternehmensteilen („Asset Deal“);
- Liquiditätsbündelung („cash pooling“);
- Transaktionen welche einen Wert von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000) überschreiten;
- Beraterverträge aller Art
- Lohn, Gehalts- und Inzentivierungsverträge mit Mitarbeitern, Geschäftsführung oder Dritten Parteien
- alle Geschäfte welche die Beteiligungen der Gesellschaft betreffen (inklusive die Gründung von Tochtergesellschaften, Anpassungen des Gesellschaftskapitals, Liquidation, Abspaltung, Verschmelzung, Joint Ventures oder die Ausübung von den Stimmrechten, usw.).

## F. Geschäftsjahr - Jahresabschlüsse - Gewinnausschüttungen

**Art. 21.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

**Art. 22.** Am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres wird ein Jahresabschluss aufgestellt und der oder die Geschäftsführer stellen eine Bilanz auf, in der sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss und die Bilanz nehmen.

**Art. 23.** Fünf Prozent (5%) des in dem Geschäftsjahr erzielten Reingewinnes werden jeweils der gesetzlichen Rücklage (réserve légale) zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Die Gesellschafterversammlung entscheidet, auf Vorschlag der Geschäftsführung und im gesetzlich vorgegebenen Rahmen, ob und in welchem Umfang der restliche Jahresreingewinn verwendet wird.

Sie kann entscheiden von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten.

Die Geschäftsführung kann Zwischendividenden in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Gesetzes von 1915 beschließen und ausschütten.

Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft zurück.

## G. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

**Art. 24.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

**Art. 25.** Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte gelten die Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.

### *Zeichnung und Einzahlung der Anteile*

Alle hundertfünfundzwanzig (125) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100,- EUR) pro Anteil wurden von der vorgenannten CHORUS Infrastructure Fund S.A. SICAV-SIF, handelnd für Rechnung des Teilfonds CHORUS Infrastructure Fund S.A. SICAV-SIF - RENEWABLES EUROPE I, gezeichnet.

Die Gesellschafterin hat ihre Anteile voll und in bar eingezahlt, so dass die Gesellschaft über das Kapital von zwölf-tausendfünfhundert Euro (12.500 EUR) verfügen kann, was dem Notar nachgewiesen wurde, was dieser anerkennt.

### *Kosten*

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt tausend Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

### *Beschlussfassung durch den alleinigen Gesellschafter*

Anschließend hat die Erschienenene folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Gesellschaftssitz befindet sich in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach, Großherzogtum Luxemburg.
- 2.- Die Anzahl der Geschäftsführer beträgt drei (3).
- 3.- Zu den Geschäftsführern für eine unbegrenzte Dauer werden ernannt:
  - a. Horst BAUMANN, Unternehmer, geboren am 2. März 1961 in Mettlach (Deutschland), mit Geschäftsadresse in 9, place de Clairfontaine, L-1341 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einer A-Zeichnungsberechtigung;

b. Dr. Bernhard ENGELBRECHT, Geschäftsführer, geboren am 21. Dezember 1967 in München (Deutschland), mit Geschäftsadresse 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, mit einer A-Zeichnungsberechtigung; und

c. Holger GÖTZE, Geschäftsführer, geboren am 13. Mai 1965 in Hameln (Deutschland), mit Geschäftsadresse in Prof.-Messerschmitt-Str. 3, 85579 Neubiberg, Deutschland, mit einer B-Zeichnungsberechtigung.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde zum eingangs genannten Datum in Luxembourg erstellt wird.

Nachdem das Dokument der anwesenden Person, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist vorgelesen wurde, hat die besagte erschienene Person vorliegende Urkunde zusammen mit dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Signé: L. ROSSI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 avril 2014. LAC/2014/18964. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Référence de publication: 2014060676/230.

(140070055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

### Fondation Hamilius Junior, Fondation.

Siège social: L-6940 Niederanven, 205, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg G 55.

Fondation constituée en date du 26 mai 1999 par devant Maître Gérard Lecuit notaire de résidence à Hesperange, conformément à la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, acte publié au Mémorial C n° 366 en date du 22 mai 2000.

Le premier conseil d'administration de la fondation se compose initialement des personnes suivantes, toutes de nationalité luxembourgeoise:

Madame Monique Hamilius, demeurant au 205, route de Trèves, L-6940 Niederanven.

Madame Nathalie Hamilius-Worré, demeurant au 37, rue des Champs L-7213 Steinsel

Madame Simone Retter, demeurant au 14, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg.

Monsieur Marc Hoffmann, demeurant au 2, rue Lembierg, L-8511 Eil.

Monsieur Philippe Worré, demeurant au 53, rue des Genêts L-8131 Bridel.

Monsieur Patrick Losch, demeurant au 6, rue Neuhaeusgen, L-5368 Schuttrange.

Monsieur Paul Giorgetti, demeurant au 102, Kohlenberg, L-1870 Luxembourg.

Monsieur Jean-Pierre Sunnen, demeurant au 6, bei de 5 Buchen, L-8123 Bridel.

Monsieur Carlo Rock, demeurant au 88, rue Emile Metz, L-2149 Luxembourg.

Madame Claude Dupont, demeurant au 1, rue des Franciscaines L-1539 Luxembourg

Monsieur Brad Hamilius, demeurant à la Ferme de Klingelbour L-8154 Bridel.

#### Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2013

	Origines	
1. Résultat de l'exercice . . . . .	23 397,98	
2. Report à nouveau exercices précédents . . . . .	565 056,18	
3. Prime d'émission		
4. Autres réserves		
5. Réserve impôt fortune disponible		
		Affectations
1. Prime d'émission		
2. Réserve légale		
3. Réserves statutaires		
4. Réserves impôts fortune imputés		
5. Report à nouveau sur exercices suivants . . . . .		588 454,16
6. Rémunérations du CA et Commissaire		
7. Dividendes bruts mis en paiement		
TOTAUX . . . . .	588 454,16	588 454,16

82558

*Budget d'exploitation 2014*  
*En euro*

Dépenses	Annuel
Formation continue . . . . .	6 000,00
Salaire Annick Meier (S.S. inclus) . . . . .	8 000,00
Frais d'imprimerie . . . . .	1 600,00
Frais bureau (matériel inclus) . . . . .	2 000,00
Téléphone . . . . .	1 500,00
Frais expert comptable et révision des comptes . . . . .	5 000,00
<b>Total des dépenses:</b> . . . . .	<b>24 100,00</b>
<b>Recettes</b>	
Dons et legs . . . . .	40 000,00
Loyers immobiliers - Berg . . . . .	26 400,00
<b>Total des recettes:</b> . . . . .	<b>66 400,00</b>
Résultat d'exploitation budgétisé . . . . .	42 300,00

Référence de publication: 2014060692/54.

(140069929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**GDL Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 142.446.

La présente version remplace celle qui a été déposé le 11 avril 2014 sous la référence L140059792

Im Jahre zweitausend vierzehn, den dritten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbruck.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft amerikanischen Rechts "WORLD SYSTEMS MARKET INC." (Identifikationsnummer: P14000012940), mit Sitz in FL 32819 Orlando 5401 S Kirkman Road, (Vereinigte Staaten von Amerika), vormals „WORLD SYSTEMS MARKET LLC"

hier vertreten durch Frau Francine MAY, Juristin, berufsansässig in Ettelbrück,

auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht gegeben in Prag am 30.3.2014, welche nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Anwesenden und den instrumentierenden Notar, dieser Urkunde beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden;

handelnd als alleinige Teilhaberin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "GDL Asset Management S.à r.l.", mit dem Gesellschaftssitz in L-9391 Reisdorf, 2A, rue de la Forêt,

eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg, Sektion B unter Nummer 142.446,

gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 14. Oktober 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 2709, vom 6. November 2008,

Die Komparentin hat sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung konstituiert und hat laut entsprechender Tagesordnung folgenden Beschluss gefasst

1.- Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-9391 Reisdorf, 2A, rue de la Forêt nach L-9053 Ettelbruck, 45 Avenue J.F. Kennedy.

2.- Infolgedessen wird Artikel 3 der Satzung wie folgt abgeändert:

„ **Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Ettelbruck. Er kann durch einfache Entscheidung der Geschäftsführung in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.“ Da nichts weiteres auf der Tagesordnung stand, wurde die Generalversammlung geschlossen.

*Erklärung des Unterzeichners*

Der Gesellschafter erklärt hiermit, dass er der dinglich Begünstigte der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigt, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).



*Kosten und Honorare*

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft und werden abgeschätzt auf 650.-€.

*Erklärung*

Der Gesellschafter erklärt andurch Folgendes:

"In Anwendung des Gesetzes vom 12. November 2004 erkläre ich der real Begünstigte aller bestehenden Anteile der vorgenannten Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu sein und, daß es sich bei dem Kapital welches diese Anteile darstellen weder um ein Produkt von Drogengeschäften oder Geldern, die der Finanzierung von Terroristen dienen oder dienen sollen, keine Zuwiderhandlungen der Artikel 506-1 des luxemburgischen Strafgesetzbuches bilden.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Ettelbrück, in der Amtsstube, Datum wie Eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Kompargenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben

Gezeichnet: Francine MAY, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 4 avril 2014. Relation: DIE/2014/4360. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Recvreur pd (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Ettelbrück, den 11. April 2014.

Référence de publication: 2014060720/55.

(140070144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Meritan Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 151.821.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg.

Référence de publication: 2014060826/10.

(140070030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**MHP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 116.838.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2014.

Référence de publication: 2014060827/11.

(140070251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Bloom Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 102.303.

1. M. Sébastien ANDRE a démissionné de son mandat de gérant.

2. M. Eric TAZZIERI a démissionné de son mandat de gérant.

3. Mme Katia CAMBON a démissionné de son mandat de gérante.

Luxembourg, le 2 mai 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour BLOOM INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014061084/14.

(140071396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

**Novestis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1928 Luxembourg, 3, rue Michel Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 156.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060839/10.

(140070464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Novestis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1928 Luxembourg, 3, rue Michel Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 156.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060840/10.

(140070465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Natural Ré S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 109.503.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060842/10.

(140070436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Netcom 2000 Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1326 Luxembourg, 32, rue Auguste Charles.

R.C.S. Luxembourg B 61.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060845/10.

(140070140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

**Chaussures Dohn, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.668.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2014061108/13.

(140071022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.